

# **GUINÉE: CONJURER LA DESCENTE AUX ENFERS**

Rapport Afrique N°94 – 14 juin 2005

## TABLE DES MATIÈRES

<b>SYNTHÈSE ET RECOMMANDATIONS.....</b>	<b>i</b>
<b>I. INTRODUCTION .....</b>	<b>1</b>
<b>II. LES RÉFORMES POLITIQUES: DE LA POUDRE AUX YEUX?.....</b>	<b>3</b>
A. L'OPTIMISME DES DIPLOMATES, LE PESSIMISME DES POPULATIONS .....	3
B. LES ÉLECTIONS MUNICIPALES.....	3
C. L'OPPOSITION.....	5
<b>III. LA SANTÉ DU PRÉSIDENT ET LES QUESTIONS AUTOUR DE LA SUCCESSION.....</b>	<b>7</b>
A. TROIS SCENARIOS .....	7
B. LES FORCES EN PRÉSENCE .....	8
C. LES IMPLICATIONS POUR LES RÉFORMES.....	10
D. UNE VOIE DE SORTIE .....	10
1. Réformes politiques et souveraineté .....	10
2. Le calendrier de la succession .....	11
3. Éviter un scénario à la togolaise .....	12
4. Le rôle des forces armées.....	12
<b>IV. L'ÉCONOMIE.....</b>	<b>14</b>
A. LES RÉFORMES ÉCONOMIQUES ET LA REPRISE DE L'AIDE.....	14
B. L'INFLATION .....	16
C. LE PILLAGE GÉNÉRALISÉ.....	16
D. LA DYNAMIQUE ASIATIQUE.....	16
<b>V. LA RÉGION FORESTIÈRE ET LES RELATIONS DE LA GUINÉE AVEC SES VOISINS.....</b>	<b>17</b>
A. LA GUERRE PLUS LUCRATIVE QUE LA PAIX .....	17
B. LE RÔLE DE LA GUINÉE EN TANT QUE MARCHAND D'ARMES REGIONAL .....	18
C. LA SIERRA LEONE ET LES PRESSIONS DES SOLDATS SUR L'ÉTAT.....	21
D. LA CÔTE D'IVOIRE EN GUERRE ET LE COMMERCE TRANSFRONTALIER.....	22
E. LE LIBÉRIA, LE LURD ET LA RÉGION FORESTIÈRE DE GUINÉE .....	22
1. Réfugiés, ethnicité et rapatriement .....	23
2. Le LURD et les vestiges de l'Empire Mande.....	23
3. Le recrutement des ex-combattants et la menace pour la Guinée.....	24
4. L'attaque du 19 janvier 2005: la vengeance de Taylor?.....	25
<b>VI. CONCLUSION .....</b>	<b>26</b>
<b>ANNEXES</b>	
A. CARTE DE GUINÉE .....	28
B. LISTE DES ACRONYMES .....	29

## GUINÉE: CONJURER LA DESCENTE AUX ENFERS

### SYNTHÈSE ET RECOMMANDATIONS

La Guinée est en passe de devenir le prochain État en faillite d'Afrique de l'Ouest. Son économie est déclinante, le gouvernement a pratiquement cessé de fournir tout service à la population et l'année 2004 a été le témoin d'une série de soulèvements isolés dans au moins huit localités réparties dans toutes les régions du pays. Toute erreur d'appréciation aujourd'hui, en Guinée, pourrait avoir des conséquences désastreuses. La situation ne peut être améliorée que par un engagement plus important, autant de la part des Guinéens eux-mêmes que de la communauté diplomatique et des donateurs. Il est impératif de recentrer le débat sur une réforme des institutions et d'éviter de le laisser s'empêtrer dans les problématiques liées à la seule succession du Président Lansana Conté, autocratique et malade.

A la précarité de la situation interne, s'ajoute une série de menaces potentielles externes. Au cours de ces quinze dernières années, la Guinée a alimenté presque tous les conflits de la région; les troubles qu'elle a cultivés commencent désormais à se retourner contre elle. Le ressentiment à l'égard des incursions guinéennes en Sierra Leone s'intensifie; des ex-combattants libériens ont été recrutés par le régime de Conté aussi bien que par ses opposants; des combattants du LURD recrutés et entraînés en Guinée reviennent du Libéria frustrés tandis que les raids et infiltrations de part et d'autre de la frontière ivoirienne rendent précaire la vie des Guinéens vivant dans cette région.

La santé du Président Lansana Conté est source de préoccupation. Mais il est important de dépersonnaliser la politique guinéenne. Que le président se rétablisse ou non, les mesures que le pays devra adopter au cours des prochains mois restent les mêmes. Le lot de réformes politiques et économiques auquel le gouvernement a consenti implique que le peuple de Guinée assume un niveau inédit de responsabilité quant à sa propre gouvernance. L'accent devrait être mis non pas sur les personnalités mais sur les institutions et sur les contrepoids au pouvoir personnel, un concept totalement étranger à la vie politique guinéenne.

Une première étape, décisive, consiste à garantir le succès des élections municipales prévues pour l'automne 2005.

Celles-ci détermineront très largement la qualité de la démocratie guinéenne. Si elles échouent, il y a tout lieu de penser que la succession à la présidence sera désastreuse. Afin de rendre ces élections crédibles, des réformes clés devront viser à permettre une révision attentive des listes électorales, l'accès aux ondes par l'opposition, ainsi que la constitution d'une commission électorale véritablement indépendante. Un changement réel dans la politique guinéenne doit commencer avec les élections municipales. Le gouvernement a déjà donné son accord à ces réformes, mais il est impératif qu'elles soient mise en place avant le scrutin.

Ces réformes seront difficiles, non seulement en raison des intérêts financiers des hommes qui entourent Conté mais aussi à cause de l'absence d'une direction politique cohérente. La Guinée subit simultanément deux dynamiques: la mauvaise santé du président et le désordre qui l'accompagne glissent le pays vers l'anarchie, tandis que le Premier Ministre, avec le soutien explicite de Conté, tente de mettre en œuvre des changements radicaux et constructifs. Mais parce que l'on ignore jusqu'à quel point le président est susceptible de laisser de tels efforts se concrétiser, il est cependant nécessaire que les organisations régionales africaines, les autres institutions internationales, les bailleurs de fonds et les diplomates pèsent de tout leur poids en faveur du programme de réformes.

Si Conté devait ne pas mener son mandat à terme (2010), et plus particulièrement s'il venait à quitter le pouvoir prochainement, il y a tout lieu de penser que les chances de voir la constitution respectée seraient minimes, tandis qu'un coup d'État militaire s'annoncerait très probable. Pourtant, si des réformes doivent avoir lieu, il est essentiel que les institutions gouvernementales puissent évoluer. Le gouvernement, l'opposition et la communauté internationale doivent en l'occurrence s'accorder pour repousser les élections présidentielles -- que la constitution appelle à se dérouler dans une période de 60 jours en cas de vacance -- afin de permettre la mise en œuvre préalable des réformes mentionnées précédemment, y compris, de préférence, la réalisation d'élections municipales. Au cours de cette période d'intérim, il conviendra de respecter le

principe d'une succession exercée par le Président de l'Assemblée nationale.

Une telle approche aidera la Guinée à éviter les pièges d'une succession problématique comme celle qu'a connue le Togo, où la brièveté du délai prévu par la constitution entre la vacance et les élections a profité à la clique présidentielle. En vue de soutenir ce processus, la communauté internationale doit commencer d'ores et déjà à faire savoir que le passage d'une dictature à une autre, même "allégée" ne sera pas acceptable.

Ces propos se heurteront à une résistance émanant de plusieurs fronts, notamment des militaires et de ceux qui ont pu tirer avantage du fait que le président ait transformé l'État en une machine à piller et à s'enrichir. Il y a aussi beaucoup à craindre des membres de son parti, le Parti de l'Unité et du Progrès (PUP), qui commencera probablement à se désintéresser dès la disparition du président. La poignée d'hommes d'affaires qui a accumulé une richesse considérable grâce aux faveurs accordées par le président va également chercher à enrayer la transition vers une politique nouvelle et transparente.

Des mesures strictes sont nécessaires si on souhaite éviter une nouvelle crise en Afrique de l'Ouest. Les réformes qui ont été consenties par le gouvernement offrent aujourd'hui à la Guinée une chance unique de se départir de décennies de règne personnalisé -- en supposant, cependant, que les promesses pourront être concrétisées.

## RECOMMANDATIONS

### Au gouvernement guinéen:

1. Mettre en œuvre les réformes électorales nécessaires d'ici la seconde quinzaine du mois de juillet 2005 afin que des élections justes (municipales, puis présidentielles le cas échéant), puissent se dérouler avant la fin de l'année. Ceci implique:
  - (a) créer une commission électorale indépendante;
  - (b) compléter la révision des listes électorales tout en donnant aux partis d'opposition ainsi qu'aux électeurs la possibilité de les examiner; et
  - (c) lancer une campagne d'information publique qui explique la procédure d'inscription sur les listes électorales et qui informe sur les prochaines élections municipales.
2. Ouvrir les ondes aux radios et télévisions privées; s'assurer que les partis d'opposition y ont accès durant les campagnes électorales et garantir la

liberté de mouvement et d'association à tous les partis politiques.

3. Appliquer les réformes économiques et sécuritaires dans les meilleurs délais, notamment:
  - (a) supprimer les exemptions d'impôts spéciales accordées aux hommes d'affaires travaillant étroitement avec le Président;
  - (b) rappeler l'ensemble des forces armées présentes en territoire sierra léonais;
  - (c) se pencher sur la question des salaires et celle de la promotion dans l'armée en vue de permettre aux officiers de trouver un avantage aux réformes politico-économiques et d'affaiblir ainsi les arguments justifiant l'extorsion; et
  - (d) supprimer les barrages routiers qui avaient précédemment été suspendus par un décret présidentiel mais qui sont récemment réapparus.
4. Arrêter toute implication dans le commerce régional des armes et se plier à l'embargo sur les armes appliqué à la Côte d'Ivoire et au Libéria.

### Aux partis d'opposition:

5. Participer pleinement à la préparation des élections municipales, tout en pressant le gouvernement à tenir ses promesses relatives à la liberté de mouvement, d'association et à l'accès aux radios et télévisions pour mener campagne.

### À la communauté internationale:

6. Commencer dès à présent à faire savoir qu'une prise de pouvoir militaire s'ensuivrait de conséquences immédiates telles que le gel des aides internationales ainsi que des sanctions ciblées à l'encontre des pillards.
7. Accepter le principe selon lequel, en cas de vacance de la présidence, le délai des 60 jours prévu par la constitution pour procéder à l'organisation des élections soit élargi afin de permettre la mise en œuvre des réformes évoquées ci-dessus, voire idéalement, des élections municipales.

### À l'Union Africaine (UA):

8. Jouer le premier rôle en fournissant l'assistance technique nécessaire au processus de réforme électorale, plus particulièrement en ce qui concerne la révision des listes et la création d'une commission électorale indépendante.

9. En cas de vacance de la présidence, désigner un arbitre indépendant qui veille à ce que les réformes soient appliquées complètement et de manière consensuelle avant la tenue de nouvelles élections.

**À la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO):**

10. Insister auprès de la Guinée pour qu'elle s'engage à respecter le moratoire de la CEDEAO sur les armes légères.

**Aux panels d'experts des Nations Unies sur l'embargo sur les armes au Libéria et à la Côte d'Ivoire:**

11. Veiller au respect des embargos par la Guinée.

**Aux Nations Unies:**

12. Soutenir l'UA par une assistance technique immédiate sur le processus de réformes et contribuer à la consolidation de la paix en Guinée dans les domaines suivants:
- (a) par des projets de reforestation dans la Guinée Forestière, région qui a accueilli la plupart des réfugiés durant les années 90;

- (b) par des programmes de réinsertion à destination des "jeunes volontaires" recrutés par les milices et autres anciens combattants des guerres régionales; et
- (c) au travers d'efforts intercommunautaires pour la consolidation de la paix, particulièrement des deux côtés de la frontière entre la Guinée et le Libéria.

**À l'Union Européenne (UE), au Fonds Monétaire International (FMI), à la Banque Mondiale, la France, le Japon, les États-Unis et les autres bailleurs de fonds:**

13. Continuer de soutenir des projets humanitaires et de développement, en se concentrant sur les infrastructures et services de base, en exerçant une étroite surveillance sur l'emploi des fonds par le gouvernement, et en gelant les décaissements si ce dernier ne parvenait pas à atteindre les objectifs fixés par le FMI.

**Dakar/Bruxelles, le 14 juin 2005**

## GUINÉE: CONJURER LA DESCENTE AUX ENFERS

### I. INTRODUCTION

La Guinée baigne dans un climat anarchique depuis plusieurs années et la situation ne cesse de se détériorer. La plupart des observateurs s'attendent à une période de violence à Conakry lorsque disparaîtra le Président Conté. D'aucuns insinuent même que les tenants d'un régime militaire et autoritaire pourraient susciter des désordres à cette fin.

La scène politique guinéenne est dominée par une figure unique: celle du Général et Président Lansana Conté. Après avoir pris le pouvoir avec un groupe d'autres officiers lors d'un coup d'État, en avril 1984, il a renforcé son autorité en procédant, l'année suivante, à la purge d'un premier groupe de rivaux, puis en entamant le processus d'élaboration d'une nouvelle constitution en 1990. Soumis à de fortes pressions de la part de la communauté diplomatique et des donateurs internationaux, Conté a introduit quelques signes extérieurs de démocratie. Il présida à l'organisation d'élections en 1993, puis en 1998. Toutefois, ces élections ont largement été considérées comme truquées. Un référendum en 2001 -- perçu de la même manière -- a modifié la Constitution pour permettre à Conté, deux années plus tard, de se porter candidat à un troisième mandat lors d'un scrutin boycotté par l'opposition.

La Guinée se distingue de ses voisins d'Afrique de l'Ouest par des caractéristiques qui la rapprochent des pays issus du communisme. Pendant 26 ans (1948-1984) les Guinéens ont vécu sous un régime de socialisme d'État, dirigé par le premier président du pays, Sékou Touré. Durant cette période, ils ont développé des stratégies et des relations sociales leur permettant de s'accommoder aux aléas d'un État socialiste: économie dirigée, police secrète, médias sous contrôle étatique réduits à assurer la propagande, et gouvernement par décret. Pendant cette période, la population était contrainte de feindre l'unanimité.

Les séquelles du socialisme d'État en Guinée ne divergent donc pas fondamentalement de celles que l'on trouve dans certaines parties d'Europe de l'Est. L'économie survit grâce à des circuits économiques parallèles, qui ont permis à la population d'acquérir les biens dont elle avait besoin et qu'une structure étatique défaillante n'était pas en mesure

de lui fournir. La contrebande, l'évasion fiscale ou douanière et la contrefaçon sont monnaie courante. D'anciennes entreprises publiques (eau, électricité, import-export) ont été vendues à des oligarques proches du régime qui les utilisent pour leur enrichissement personnel sans fournir de services fiables à leurs clients. Les réflexes autoritaires, conduisent au musellement de la presse et à la répression brutale de toute dissidence.

La Guinée post-socialiste s'est orientée vers une politique identitaire après l'effondrement de la solidarité imposée fondée sur la notion de classe sociale. La démocratie guinéenne s'est incarnée dans une large mesure dans des partis qui, aux yeux de nombre de leurs partisans, représentent un groupe ethnique. Néanmoins, la Guinée ne marche pas sur les traces de la Yougoslavie après Tito. De fortes tendances s'opposent à l'ethnocratie de la vie politique, lesquelles résultent pour une bonne part du sentiment d'unité nationale qui s'est forgé durant la difficile période de socialisme d'État. Les observateurs occasionnels de la scène guinéenne qui estiment que la vie politique est articulée autour de rivalités interethniques sont stupéfaits de constater que le pays n'ait pas encore volé en éclats.

Bien que le président Conté, certains responsables de l'opposition comme Alpha Condé, et même certains acteurs extérieurs (y compris beaucoup d'adversaires de la guerre civile au Libéria), aient entraîné la politique guinéenne dans une direction identitaire, les citoyens ordinaires ont également pu constater ce que ce type de politique a produit dans des pays voisins comme au Libéria et en Côte d'Ivoire. Des tensions interethniques existent bien entre Guinéens, particulièrement dans la région forestière et dans des villes comme Kindia et Conakry, où les populations Sosso et Fulbe se disputent des ressources de plus en plus rares. Néanmoins, les Guinéens sont généralement allergiques à une telle approche, et s'en éloigneraient probablement rapidement si certaines des pressions très fortes qui se manifestent aujourd'hui sur le plan économique et social venaient à s'atténuer.

En plus de ses caractéristiques post-socialistes, la Guinée est aussi un pays d'Afrique de l'Ouest, avec tous les défis que cela implique, au premier rang desquels la pauvreté. L'espérance de vie, le taux de mortalité infantile, et les taux d'alphabétisation et de revenus par habitant placent

la Guinée au 160<sup>ème</sup> rang parmi les 177 pays étudiés par les Nations Unies<sup>1</sup>. Cependant, ceux qui se demandent pourquoi les Guinéens ne se révoltent pas en masse contre leur souffrance devraient se rappeler que dans les années 80 et au début des années 90 la Guinée figurait, selon les mêmes critères, parmi les 5 pays les plus pauvres du monde.

Rien ne condamne pourtant la Guinée à demeurer aussi pauvre. Elle dispose d'un tiers des réserves mondiales de bauxite, de même que l'une des plus riches réserves de fer au monde. Tous les grands cours d'eau d'Afrique de l'Ouest y prennent leurs sources, les précipitations y sont abondantes<sup>2</sup> et le sol y est relativement fertile. Le pays recèle des diamants, de l'or et autres minéraux. Le capital humain est riche. Dans les années 1960 et 1970, le gouvernement Touré a décimé l'intelligentsia, tuant beaucoup d'intellectuels, mais en exilant encore davantage. Les Guinéens sont ainsi devenus un peuple particulièrement cosmopolite. Beaucoup résident en Europe occidentale et orientale, aux États-Unis et au Canada. Le nombre de Guinéens vivant dans la seule ville de New York est estimé à 10.000.<sup>3</sup>

Sa proximité géographique avec le Libéria et la Sierra Léone s'est traduite par de nombreuses difficultés. Les conflits dont ces pays ont été le théâtre ont poussé des centaines de milliers de réfugiés à traverser les frontières guinéennes durant douze années, à compter de 1990. Comme indiqué dans la partie V ci-dessous, la Guinée a été activement impliquée dans toutes ces guerres et, à beaucoup d'égards, c'est sa population qui a fait les frais de décisions prises par l'élite politique et militaire. Des facteurs externes ont aussi joué un rôle dans les difficultés auxquelles se heurte le pays, allant des tentatives faites par les compagnies minières de transférer à l'étranger le maximum de leurs bénéfices, aux inondations de 2002. Toutefois, il faut reconnaître que la plus grande partie des problèmes de la Guinée sont le fait de ceux qui dirigent le pays. La corruption, la mauvaise gouvernance, et la volonté de sacrifier les perspectives de moyen à long terme du pays au bénéfice de quelques maigres profits sur le court terme, ont abouti à une situation désastreuse.

Beaucoup de non guinéens qui résident dans le pays se demandent combien de temps le statu quo pourra tenir. Ils n'en reviennent pas de l'attitude locale, laquelle est tantôt qualifiée de fataliste, tantôt de lâche. La capacité de résistance aux difficultés des Guinéens doit bien plus à l'histoire qu'à une hypothétique disposition naturelle. Cependant, aussi mauvaise que soit la situation aujourd'hui, elle est à de nombreux égards meilleure qu'elle ne l'était sous le régime colonial français ou sous le gouvernement Touré. Malgré cela, et bien que le téléphone et l'Internet ne fonctionnent que dans la capitale, et encore de manière irrégulière, les Guinéens sont aujourd'hui plus reliés au monde extérieur qu'ils ne l'avaient jamais été auparavant. Ils sont conscients du fait que ce qu'ils endurent n'est pas acceptable, et ils semblent très près du point de rupture.

L'année 2004 a été marquée de violents événements qui se sont déroulés à Conakry, ainsi que de soulèvements isolés dans d'autres villes situées dans chaque région du pays: Coyah, Fria, Télimélé, Pita, Faranah, Kankan et N'Zérékoré. Les rumeurs indiquant que le pays est au bord de l'effondrement continuent à se répandre. Bien que ce récit puisse n'être qu'une rumeur, une personnalité politique guinéenne racontait avoir récemment vu des jeunes hommes se rendre à proximité de Dixinn, un quartier de Conakry, autour de la maison du riche associé de Conté, El Hadj Mamadou Sylla. Issus du cercle des petits bandits de la ville, ils voulaient être au plus près de l'action au moment où le système s'écroulerait. Ils se seraient déjà partagés les différents véhicules appartenant au plus puissant des hommes d'affaire guinéens.<sup>4</sup> Comme le prépositionnement de jeunes voyous à Conakry l'indique, chacun en Guinée attend -- soit avec impatience soit avec appréhension -- le moment où de l'anarchie au quotidien et des incidents isolés jaillira une conflagration généralisée. Pour éviter d'en arriver là, des efforts concertés de la part de nombreux acteurs à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, seront nécessaires.

---

<sup>1</sup> Rapport du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) sur l'indice de développement humain (IDH), 2004. Il s'agit d'une perte de trois places comparé à l'année précédente.

<sup>2</sup> Conakry jouit d'un taux de précipitation annuelle parmi le plus élevé au monde: 4 mètres en moyenne.

<sup>3</sup> Parce que leur pays appartient à un réseau international post-socialiste, beaucoup de Guinéens ont vécu ou fait des études dans certains pays (ex) communistes: Cuba, Chine, Roumanie et Russie. Pendant de nombreuses années la Guinée a également accueilli des citoyens originaires de ces pays et continue toujours à en recevoir. Voir la partie V, D ci-dessous sur l'activité économique chinoise en Guinée.

---

<sup>4</sup> Interview Crisis Group, Conakry, 13 avril 2004.

## II. LES RÉFORMES POLITIQUES: DE LA POUDRE AUX YEUX?

### A. L'OPTIMISME DES DIPLOMATES, LE PESSIMISME DES POPULATIONS

Il y a un surprenant écart aujourd'hui à Conakry entre la lecture que la plupart des diplomates font de la situation guinéenne et celle de la quasi-totalité des locaux. Ces derniers voient une situation en pleine dégradation. L'électricité et l'eau sont rares, les routes sont dégradées, les constructions se font lentes, tandis que les produits de consommation courante tels le riz ou l'essence sont de plus en plus hors de portée. Tels sont les indicateurs suivis par les Guinéens ordinaires, et ces indicateurs ne cessent de se détériorer.

L'opinion des diplomates oscille entre un "optimisme prudent" et un éloge sans réserve d'un système qu'on pourrait croire, à les entendre, aussi transparente qu'une démocratie scandinave. Il se pourrait que les diplomates (au moins les plus prudents d'entre eux) et les chauffeurs de taxi aient tous deux à la fois raison, en dépit de la contradiction apparente de leurs lectures. Comme le fait remarquer un diplomate "les Guinéens peuvent peut-être entendre la musique, même s'ils ne voient pas l'orchestre".<sup>5</sup> En d'autres termes, les réformes qui sont envisagés ne produiront pas d'effets avant quelque temps. Vu sous cet angle, il apparaît alors qu'un gouvernement qui entreprendrait de corriger certains des plus grands excès qui ont été commis au cours de la dernière décennie -- durant laquelle tout, du commerce d'import-export jusqu'à la Banque centrale elle-même, sont devenus la propriété personnelle d'un petit nombre d'individus proches du président -- serait en train de remettre l'économie sur la bonne voie.

Les intellectuels guinéens ont un point de départ différent pour contester cet optimisme. Lorsqu'ils peuvent s'exprimer en toute confidentialité, pratiquement tous ceux qui n'appartiennent pas au parti au pouvoir, le Parti de l'Unité et du Progrès (PUP), mais également certains qui en sont membres, doutent que les réformes n'aient nul autre but que celui de tenter "d'ouvrir les robinets" de l'aide étrangère. Comme s'interroge un Guinéen: "qu'est-ce qui leur [les diplomates occidentaux] donne à penser qu'il puisse s'agir d'autre chose que de la poudre aux yeux?".<sup>6</sup>

Le temps presse et ces réformes présentent deux aspects qui revêtent une importance capitale. En premier lieu, il apparaît que le président Conté, un homme peu enclin au

compromis, ait reconnu la nécessité de quelques réformes dans la mesure où l'aide des donateurs permettait de soulager les souffrances des citoyens moyens, et par là même, d'atténuer le risque d'un sérieux soulèvement. Aux dires de tous, le soutien qu'il a apporté au Premier Ministre Cellou Dalein Diallo pour la mise en œuvre des réformes était sincère, mais peut-être limité. Conté a publiquement reconfirmé ce soutien le jour où une attaque armée a été commise contre son escorte, le 19 janvier 2005. Ce soutien représente la seule chance pour Diallo de remporter un quelconque succès ; jusqu'à présent il semble tenir.

En second lieu, il apparaît que si Conté n'est plus en état d'exercer normalement ses fonctions, les réformes seront doublement menacées. Dans la mesure où autant de pouvoir est concentré entre les mains du président, il ne restera que très peu de moyens de gérer les affaires de l'État s'il n'était plus capable de prendre des décisions. En suite, ceux qui ne souhaitent pas voir les réformes se mettre en place, tireront certainement parti d'une période de faiblesse ou inattention afin de bloquer toute réforme et ainsi de maintenir leurs privilèges.

Il incombe donc aux responsables de l'opposition, à la presse, aux diplomates, aux représentants des bailleurs de fonds et à la société civile de rapidement attirer l'attention sur tout dérapage dans la mise en œuvre des réformes. Les financements des donateurs doivent être conditionnés à la précision des comptes-rendus trimestriels. L'inaptitude du gouvernement à atteindre les objectifs macroéconomiques fixés par le FMI devrait entraîner le gel immédiat des décaissements. Un tel mécanisme diminuerait fortement la flexibilité et peut-être même l'efficacité des aides programmées, mais ces inconvénients seraient compensés par les avantages liés à une transparence plus stricte, et par le fait qu'une proportion plus importante de l'aide parviendrait probablement à ses véritables destinataires. Pour être efficace, il faudrait que ces obligations sur le gouvernement guinéen soient accompagnées par un véritable suivi diplomatique; elles aideraient aussi à identifier les pilleurs du système et à soutenir ceux qui souhaitent concrétiser la réforme.

### B. LES ÉLECTIONS MUNICIPALES

Les réformes politiques proposées par le gouvernement Conté coïncident avec la préparation des élections municipales. Elles résultent toutes deux de propositions des donateurs, plus particulièrement de l'Union Européenne (UE), qui avait gelé, sur la base de l'article 96 des Accords de Cotonou, son aide financière jusqu'en

<sup>5</sup> Interview Crisis Group, Conakry, 12 avril 2004.

<sup>6</sup> Interview Crisis Group, Conakry, 14 avril 2005.



avril 2005.<sup>7</sup> Les réformes prioritaires, qui représentent le point de départ d'un processus visant à transformer le système politique guinéen en système démocratique sont:

- ❑ la révision des listes électorales;
- ❑ la création de la première Commission Électorale Indépendante guinéenne;
- ❑ la création de stations de radio et de télévision privées;
- ❑ l'accès à la Radio-Télévision Guinéenne (RTG), organisme étatique, pour les partis de l'opposition; et
- ❑ la liberté de mouvement et de rassemblement aux responsables de partis d'opposition et à leurs membres.

La révision des listes électorales est actuellement en cours, avec cinquante membres de la Commission pour la Révision Exceptionnelle des Listes Électorales ayant reçu une formation à Conakry les 26 et 27 avril. Cette procédure a pour but d'ajouter de nouveaux électeurs, tels que ceux qui ont atteint récemment l'âge légal du vote, et d'en supprimer d'autres, par exemple ceux qui sont récemment décédés.<sup>8</sup> Surtout, il est essentiel que les électeurs puissent vérifier individuellement les informations sur les listes qui les concernent, afin de s'assurer qu'ils sont correctement enregistrés et qu'ils ne seront pas empêchés de voter. Compte tenu des accusations de l'opposition selon lesquelles 1,5 millions d'électeurs en surnombre figurent sur les listes, les représentants des partis devraient également être autorisés à examiner ces listes de façon à pouvoir signaler l'existence d'éventuels électeurs fantômes.

Les élections municipales s'inscrivent dans le cadre d'un projet plus large de décentralisation de l'État, processus organisé par le Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation.<sup>9</sup> Elles ont pour but de contribuer à l'élection de nouveaux conseils municipaux et communaux qui constitueront l'échelon local de gestion des affaires publiques. L'UE a proposé 1,5 million d'euros pour financer les élections, à condition qu'elles soient organisées par une commission indépendante. Étant donné que ce processus préparatif vient tout juste de démarrer, la

date initialement proposée de juin 2005 pour les élections a été reportée au dernier trimestre de cette année.<sup>10</sup>

Le Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation Kiridi Bangoura, chargé d'organiser ces élections, est, avec le Premier Ministre Diallo, l'un des deux membres les plus puissants du gouvernement. Agé seulement de 42 ans, il est titulaire d'un doctorat en sociologie et incarne une nouvelle génération de responsables politiques guinéens. En raison de ses liens étroits avec le président et de sa position privilégiée avec le corps diplomatique et les bailleurs de fonds, il est rapidement devenu un acteur clé dans la vie politique nationale. Selon certaines rumeurs, il aurait même été candidat pour la fonction de Premier Ministre lorsque Cellou Dalein Diallo se vit confié ce poste, mais avait été jugé trop jeune.

Bangoura est, pour l'instant, un allié du premier ministre.<sup>11</sup> Il semble avoir décidé que sa carrière politique serait mieux desservie en jouant le rôle de réformateur et de partenaire fiable des donateurs, ce qui semble être une analyse astucieuse. Son soutien au programme des réformes est essentiel sur deux niveaux. D'une part, son ministère est appelé à mettre en œuvre la plupart des réformes, allant de la révision des listes électorales au pilotage du programme de décentralisation. D'autre part, en tant que figure de proue des réformateurs qui appartiennent aux cercles essentiellement Sosso qui ont régulièrement accès au président, il est le complément indispensable de Diallo, considéré par certains proches de Conté comme une menace en raison de son appartenance à l'ethnie Fulbe.

Certains observateurs considèrent que Bangoura fait partie du "noyau dur" Sosso qui entoure Conté et qui a été conduit par l'ex-Ministre de la Sécurité Moussa Sampil, et par le Ministre et Secrétaire Général du cabinet présidentiel, Fodé Bangoura<sup>12</sup>. Toutefois, il a fait preuve de sa capacité de s'adapter aux circonstances, en contraste avec Sampil qui a été viré pour la deuxième fois en dix ans après l'attaque contre le cortège du président, se montrant capable de seulement deux types de réponse à l'attaque: répressive, et encore plus répressive.<sup>13</sup>

---

<sup>7</sup> Selon l'article 96, le décaissement des crédits du Fonds Européen de Développement en faveur des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique est conditionné par des critères minimaux de bonne gouvernance et de respect des droits de l'homme.

<sup>8</sup> T. Camara: "Report des élections communales et communautaires en Guinée", www.boubah.com, 29 avril 2005.

<sup>9</sup> Ministère de l'intérieur.

---

<sup>10</sup> T. Camara, op. cit.

<sup>11</sup> Interview réalisée par Crisis Group, Conakry, 15 avril 2005. La même source a déclaré: "il est dans le circuit, mais cela ne veut pas dire qu'il ne soit pas un concurrent".

<sup>12</sup> Bangoura est peut être considéré comme l'équivalent du Chef de Cabinet de la Présidence.

<sup>13</sup> La presse guinéenne, qui a souvent été victime des abus commis par les forces de sécurité de Sampil, s'est unanimement réjouie de son limogeage. Le barreau guinéen, s'était mis en grève pour protester l'arrestation de l'avocat Paul Yomba Kourouma, qui défendait le responsable politique Antoine Soromou. Au moins une source bien informée a suggéré que Conté avait

## C. L'OPPOSITION

L'opposition a boycotté le référendum du 11 novembre 2001 portant sur l'amendement de la Constitution visant à allonger la durée du mandat présidentiel de cinq à sept ans, de supprimer la limite d'âge imposée aux candidats à la présidence, de permettre un nombre illimité de mandats, et d'autoriser le président à nommer les juges à la Cour suprême. Elle a également boycotté les élections présidentielles du 21 décembre 2003.<sup>14</sup> Il est vital qu'elle réintègre le jeu politique afin de préparer les prochaines élections municipales; décider de se mettre une fois de plus hors du jeu lui coûterait alors sa légitimité.

La presse guinéenne se réfère souvent aux partis d'opposition -- regroupés au sein du Front Républicain pour l'Alternance Démocratique (FRAD) -- en termes "d'opposition radicale". D'autres les qualifient "d'irresponsables". Mais il est difficile d'imaginer comment l'opposition, confrontée à l'emprisonnement de ses dirigeants et au recours des forces de sécurité pour disperser ses rassemblements, et enfin, privée d'accès aux médias, pourrait être "responsable". Il n'empêche que dans les circonstances actuelles, des efforts concertés sont absolument essentiels. Tandis qu'un grand nombre de citoyens appréhende à juste titre les promesses du gouvernement avec scepticisme, il est impératif que l'opposition, les diplomates et les donateurs le contraignent à les honorer. Une pression concertée, y compris de la part des plus sceptiques, est la seule façon d'aller de l'avant.

Bien que les préparatifs des élections puissent être considérés comme une répétition pour le prochain scrutin national<sup>15</sup>, ils sont également importants en soi. Ces préparatifs sont l'occasion pour tous les partis de faire campagne, de mobiliser leurs bases électorales et de présenter leurs programmes aux électeurs. En ce qui concerne l'opposition guinéenne, le paysage politique aujourd'hui est qualitativement différent de ce qu'il était en décembre 2003. Un dirigeant de longue date, Siradiou

Diallo est mort à Paris le 14 mars 2005.<sup>16</sup> Sidya Touré, l'ancien Premier Ministre et dirigeant de l'Union des Forces républicaines (UFR), et Bâ Mamadou, Président de l'Union des Forces Démocratiques en Guinée (UFDG), ont été empêchés de se rendre au Sénégal en avril 2004. Les 29 et 30 mars, de hauts responsables du parti de Touré et le Colonel Mamadouba "Toto" Camara ont été arrêtés pour avoir prétendument préparé un coup d'État.<sup>17</sup> S'exprimant sur la télévision étatique le 22 avril, le Ministre de la Sécurité Sampil a indiqué que trois membres de l'UFR avaient été arrêtés et accusés d'avoir organisé un "dîner subversif" à Paris pour discuter de l'assassinat du chef de l'État et de la dissolution des institutions républicaines. Le FRAD a réfuté ces allégations, les présentant comme un montage. Touré a été interrogé mais relâché. Des policiers ont fait l'usage de matraques pour disperser des centaines de ses partisans qui s'étaient rassemblés devant le poste de police où il était interrogé.

En mai 2004, Touré a été arrêté, accusé de préparer un coup d'État. Lui et trois membres de son parti ont été détenus jusqu'à ce qu'une cour d'appel les blanchisse, le 22 juillet 2004. La décision des autorités d'abandonner les poursuites a fait suite au début de nouvelles négociations entre le gouvernement et la Commission Européenne sur le déblocage de l'aide qui avait été gelée depuis 2002. Néanmoins, ces arrestations ont ravivé le souvenir de l'arrestation politique et du procès d'Alpha Condé en 1998<sup>18</sup>, et celui de plusieurs douzaines d'officiers de l'armée en novembre 2003, à la veille des dernières élections présidentielles. Comme s'il avait à dessein de saboter l'annonce faite par le Premier Ministre en janvier 2005 sur l'ouverture d'un

---

démis Sampil de ses fonctions essentiellement en raison du fait qu'il le suspectait d'avoir été impliqué dans l'attaque du 19 janvier 2005 contre son cortège.

<sup>14</sup> Lors de ces élections, Mamadou Bhoie Barry a été encouragé par le PUP de se présenter contre Conté afin de donner à l'élection une teinte démocratique. Parlementaire de l'Union pour le Progrès Nationale (UPN, liée au PUP) il est depuis retourné à son anonymat antérieur.

<sup>15</sup> Les élections législatives sont prévues pour 2007, tandis que les élections présidentielles doivent avoir lieu en 2010, à condition qu'un départ de Conté ne vienne pas modifier cette échéance.

---

<sup>16</sup> Siradiou Diallo était un farouche opposant du premier Président de Guinée, Sékou Touré et ancien rédacteur en chef, puis vice-président de l'hebdomadaire panafricain *Jeune Afrique*. Beaucoup des détracteurs de Diallo l'ont accusé d'avoir joué un rôle dans l'attaque menée le 22 novembre 1970 sur Conakry par un groupe de mercenaires portugais et dissidents guinéens. Avec l'avènement du multipartisme en Guinée dans les années 1990, il a fondé le Parti pour le Renouveau et le Progrès (PRP). Après un échec à l'élection présidentielle de 1993, il a créé l'Union pour le Progrès et le Renouveau (UPR), qu'il a dirigé jusqu'à sa mort.

<sup>17</sup> L'une des personnes arrêtées était Rougui Barry Kaba, ancienne dirigeante du PUP et maire de la commune de Matam à Conakry.

<sup>18</sup> Condé, le dirigeant du Rassemblement du Peuple de Guinée (RPG), un parti d'opposition, a été arrêté en décembre 1998, en même temps que Soromou. Ils ont été accusés de tenter de franchir la frontière ivoirienne depuis la préfecture de Lola, pour recruter des rebelles à fin de renverser le gouvernement. Soromou, à l'époque maire de la ville de Lola, est maintenant à la tête du petit parti Alliance Nationale pour le Développement (AND), lié au RPG.

dialogue entre le gouvernement et l'opposition, Sampil, a arrêté un ancien membre du Rassemblement du Peuple de Guinée (RPG), Antoine Soromou, alors qu'il entrait en Guinée depuis la Côte d'Ivoire<sup>19</sup>.

L'opposition a, à juste titre, dénoncé ces abus comme étant une flagrante intimidation, mais les représentants locaux du gouvernement bloquent également de manière active la politique en dehors de la capitale.

Un haut responsable guinéen a affirmé:

Nous sommes peut-être en train de mettre en œuvre des réformes ici, dans la capitale, mais cela ne va pas modifier tout de suite le comportement des responsables dans l'intérieur du pays. Nous organisons désormais des réunions régulières entre les gouverneurs de région et les ministres, de même qu'entre préfets et sous-préfets, tous les 30 jours. Si nous donnons l'ordre d'autoriser la libre circulation des membres des partis d'opposition, cela ne veut pas dire que chaque responsable local comprendra ce qu'il doit faire en application de ces ordres.<sup>20</sup>

Tel est précisément le problème dont un responsable d'opposition s'est plaint au cours de ses entretiens avec Crisis Group. Alors qu'il tentait d'aller au-delà d'un village proche de la frontière du Libéria, dit-il, l'agent non mandaté qui surveillait le barrage lui refusa l'accès. Il retourna à la sous-préfecture<sup>21</sup>, et obtint l'autorisation du sous-préfet mais se vit une nouvelle fois empêché de franchir le barrage. Comme l'explique ce politicien: "Que ce soit à Conakry ou en dehors, c'est l'anarchie. Chaque homme fait la loi à sa guise, surtout s'il possède une

arme".<sup>22</sup> Des problèmes similaires sont apparus ailleurs: un diplomate européen qui voyageait avec sa femme à l'intérieur du pays et prenait des photos a vu immobiliser son véhicule et s'est fait confisquer son appareil photo par un officier de l'armée.

Le défi auquel l'opposition se doit de faire face réside dans sa participation au processus devant conduire aux élections municipales. Il s'agit pour elle de mettre de côté ses déceptions antérieures et les abus passés tout en plaçant le gouvernement face à ses promesses. Ce processus est le seul qui puisse permettre à la Guinée d'avancer, et l'opposition doit saisir l'ouverture qui se présente. Le moment est également venu pour les principaux donateurs, y compris le FMI, la Banque Mondiale, l'UE, la France et les États-unis, de faire pression sur le gouvernement pour qu'il respecte ses engagements, et pour les Nations Unies, l'UA et la CEDEAO de faire clairement savoir qu'elles suivent de très près la façon dont sont appliquées les réformes.

---

<sup>19</sup> Soromou a été arrêté pour avoir entré en Guinée avec une carte d'identité nationale au lieu d'un passeport. Ceci ne constitue pas une infraction en Guinée qui, en tant que membre de la CEDEAO, s'engage à protéger la liberté de mouvement des citoyens de tous les États de la CEDEAO et de les autoriser à voyager sans visa ni passeport dès lors qu'ils détiennent une carte d'identité valide. Selon une autre version, Soromou a été accusé d'aider un Malien, Moussa Touré, à obtenir une carte d'identité nationale guinéenne. Ceci a été perçu comme un élément d'un plan plus large visant à infiltrer 2500 mercenaires en Guinée. Voir O. Bah: "Antoine Soromou en fuite?", Guinée News, 24 janvier 2005. Soromou a été arrêté le 6 janvier 2005, puis relâché le 13 janvier et a de nouveau disparu après le 19 janvier 2005.

<sup>20</sup> Interview réalisée par Crisis Group, Conakry, 14 janvier 2005.

<sup>21</sup> La Guinée rurale est divisée, sur le plan administratif, en préfectures, gouvernées par des préfets, en sous-préfectures (sous-préfet), en districts (chef de district) et en Communautés Rurales de Développement (CDR).

---

<sup>22</sup> Interview réalisée par Crisis Group, Conakry, 12 janvier 2005.

### III. LA SANTÉ DU PRÉSIDENT ET LES QUESTIONS AUTOUR DE LA SUCCESSION

Depuis le dernier grave accroc de santé du Président Conté, à la mi-mars 2005, un certain nombre de rapports ont indiqué qu'une combinaison d'éléments, à savoir de l'hypertension, du diabète, et peut-être une leucémie, avait entraîné une sérieuse dégradation de son état physique.<sup>23</sup> Les discussions à Conakry, en avril, ont essentiellement été dominées par ses états d'inconscience périodiques, que certains qualifiaient de coma et d'autres non, ainsi que par des interrogations telles que: voyage-t-il a chaque fois avec un ou deux docteurs? Sont-ils Français ou Allemands? Se fait-il traiter à Cuba ou en Belgique? Qui peut le rencontrer dans son village natal de Wawa? Suit-il les traitements recommandés par ses médecins occidentaux, ses guérisseurs africains, ses marabouts<sup>24</sup>, ou tous les trois?

Le caractère obsessionnel de ces questions révèle à quel point le pouvoir en Guinée est concentré entre les mains d'un seul homme. Cette tendance est à tel point exagérée que beaucoup d'observateurs semblent également considérer l'effondrement parallèle de l'État (qui survivra à Conté, quelle que soit sa longévité) comme normal. La santé de Conté et la dynamique qui entoure son incapacité croissante à gérer l'activité quotidienne du gouvernement soulèvent toutefois des questions de fond. Même si un grand nombre d'entre elles ont été traitées dans le premier rapport de Crisis Group sur la Guinée<sup>25</sup>, certains changements se sont produits depuis. Comme le souligne un expert de la politique guinéenne: "Après s'être inquiété pendant trois ans de la santé du Président, les gens considèrent désormais avec une certaine sérénité la question de la succession"<sup>26</sup>. Tel n'était pas le cas il y a encore un an.

#### A. TROIS SCENARIOS

Trois scénarios sont envisageables: que le président recouvre la santé; que son état se dégrade rapidement et qu'il quitte le pouvoir; ou que sa maladie progresse lentement au point de le rendre incapable d'exercer ses fonctions. Bien qu'il semble que son état soit

sérieusement dégradé, il est tout à fait possible qu'il se rétablisse à nouveau et reprenne le contrôle total de l'État. Compte tenu des prédictions désespérées dont son état de santé a fait l'objet par le passé et de sa remarquable capacité de rétablissement, c'est sur ce scénario que devraient être fondés tous les plans, du moins jusqu'à ce que des preuves formelles viennent le réfuter.<sup>27</sup>

Il est cependant tout à fait possible qu'il quitte la scène rapidement, que ce soit en démissionnant, à la suite d'un coup d'État ou parce que sa maladie progresse rapidement. Rares sont ceux qui pensent que Conté puisse envisager une démission, qui ferait courir le risque de voir son départ s'effectuer avant que les réformes aient suffisamment progressé pour être irréversibles. Il se pourrait, que les luttes pour le pouvoir dans le contexte de l'après-Conté soient déterminées par une approche qui nuira aux réformes conduisant à la libéralisation de la vie politique. Il s'agit donc d'éviter une prise de pouvoir par les militaires. La communauté internationale devra réagir de façon immédiate et unanime à tout recul dans la mise en œuvre des réformes. Les organisations régionales, telles que l'Union africaine et la CEDEAO, de même que les donateurs, devraient marquer clairement que l'abandon par le gouvernement de ses engagements actuels se paierait alors au prix fort.

Dans l'hypothèse d'une rapide détérioration de la santé du Président, les risques d'un coup d'État s'amenuisent. En dépit de l'empressement de certains officiers à prendre le pouvoir, il semble qu'il existe depuis longtemps entre Conté et ses officiers, un pacte solennel aux termes duquel ceux-ci ne feront pas le moindre pas tant qu'il demeurera sur la scène. On peut être bien sceptique à ce sujet, ne serait-ce qu'à la lumière des tentatives de coups d'État militaires de 1985 et 1996, et d'autres événements plus ambigus survenus en novembre 2003 et janvier 2005. L'absence d'unanimité au sein des forces armées va également à l'encontre d'un tel scénario. Aucun des quatre généraux ne possède un avantage évident. Le Général Arafane Camara a certes souvent été présenté comme celui qui ressemblerait le plus à un successeur désigné de Conté, mais sa base de soutien est affaiblie du fait qu'il soit Maninka, et que l'armée a été purgée de beaucoup (mais pas de la totalité) de ses officiers Maninka de rang subalterne ou intermédiaire.

La possibilité d'un coup d'État devient beaucoup plus probable dans le cas du troisième scénario: celui d'une maladie prolongée qui maintiendrait Conté en vie mais

---

1 Voir Cheikh Yerim Seck: "Le pouvoir à l'agonie", *Jeune Afrique l'Intelligent*, n° 2311, 24 avril 2005.

<sup>24</sup> Un Marabout est une figure religieuse ouest-africaine dont les offices mêlent pratiques musulmanes et antéislamiques en vue de guérir ses clients ou de leur apporter le succès.

<sup>25</sup> "Guinée: incertitudes autour d'une fin de règne", rapport Afrique Crisis Group, N°74, 19 décembre 2003.

<sup>26</sup> Interview réalisée par Crisis Group, Conakry 13 avril 2005.

---

<sup>27</sup> En dépit de rumeurs circulées en avril dans des capitales européennes, quant à des comas répétés du président, voire était resté dans le coma pendant cinq jours consécutifs, il a été vu plusieurs fois au cours de cette semaine circulant dans Conakry, rendant visite à deux de ses quatre femmes.

qui le mettrait dans l'incapacité de remplir ses fonctions. Il s'agirait là du meilleur prétexte à un coup d'État et ce scénario est de loin le plus dangereux pour la Guinée. C'est au Président de la Cour Suprême qu'il reviendrait de déclarer le président incompetent, mais le Président de cette cour, Alphonse Aboly, a trouvé la mort dans un accident de la circulation entre Conakry et Boffa le 23 mars 2005. Selon la Constitution, Conté doit nommer son successeur, mais il ne l'a pas encore fait. S'il arrive au point où il n'est plus en mesure de le faire, le pays entrerait dans une période d'auto-pilotage constitutionnel.

Certains observateurs ont émis l'hypothèse que Conté avait en fait déjà atteint ce stade<sup>28</sup> et des rumeurs persistent selon lesquelles il perdrait conscience et ne serait plus capable de reconnaître les membres de sa famille. Dans un système où tant de pouvoirs sont concentrés entre les mains du président, son incapacité à gouverner pourrait être désastreuse. Si la mort de Conté devait être suivie d'agitations populaires, on pourrait alors s'attendre, par réaction, à une prise de pouvoir par les militaires. La communauté internationale devrait réagir de la même façon dans les deux cas, ainsi qu'indiqué dans la section III.D ci-dessous.

## B. LES FORCES EN PRÉSENCE

Les éléments principaux de la compétition pour le pouvoir en Guinée ont peu changé depuis le dernier rapport de Crisis Group sur la Guinée. Les principaux acteurs restent les militaires, plusieurs hommes d'affaires puissants proches du président et les dirigeants de l'opposition.

Au sein de l'armée, les lignes de fracture sont d'abord générationnelles, puis ethniques. Les deux sont toutefois liées du fait qu'il existe une grande hétérogénéité ethnique<sup>29</sup> parmi les généraux, et qu'à l'échelon inférieur, les lauréats des "premières à troisième promotions"<sup>30</sup> qui ont atteint le grade de commandant ou de colonel sont en majorité Sossos. Les officiers qui occupent le rang le plus inférieur sont soit les plus jeunes, soit ceux dont la promotion a été bloquée, souvent parce qu'ils n'étaient pas Sossos. Ousmane Arafane Camara, un Maninka à la quarantaine bien avancée originaire de Faranah (également la ville natale de Sékou Touré), a été présenté dans le passé comme un "fils adoptif" de Conté. En tant que Commandant en Chef adjoint des Forces armées guinéennes, il est en effet bien placé, mais sa base a été

réduite par une série de purges qui ont éliminé les officiers Maninkas de rang inférieur. Kerfala Camara, un Sosso et chef des forces armées, est celui dont l'influence est aujourd'hui la plus forte, mais il est considéré par beaucoup comme âgé et proche de la sortie. Bailo Diallo, quant à lui, pourrait surprendre par les soutiens qu'il est susceptible de rassembler. En tant qu'instructeur à l'académie militaire, il connaît pratiquement chaque officier au sein de l'armée, et l'on dit qu'il est apprécié. L'ancien Ministre de la Défense<sup>31</sup>, Abdourahmane Diallo a été, comme Kerfala, un de ceux qui ont pris le pouvoir en 1984 en tant que membre du Comité Militaire pour le Redressement National (CMRN).

Parmi les colonels, Mamadouba "Toto" Camara, diplômé de Saint-Cyr et ancien numéro 2 de l'armée fait partie des plus en vue. Accusé d'avoir fomenté un coup d'État avec Sidya Touré en mars 2004, il a été arrêté pendant cinq mois, puis arrêté de nouveau le 25 février 2005 après l'attaque contre l'escorte de Conté.

Parallèlement à l'armée régulière, il existe plusieurs unités spéciales, en particulier, le Bataillon Autonome de la Sécurité Présidentielle fort de 400 hommes, (Garde Présidentielle), "les Bérets Rouges" et les Rangers. Ces derniers sont divisés en deux groupes: l'un constitué de 700 à 800 hommes qui a été entraîné par les Forces Spéciales Américaines entre 2000 et 2002; l'autre, de taille plus réduite, a été entraîné par les Chinois en 2003. Les Rangers entraînés par les Américains sont basés à N'Zérékoré et ceux entraînés par les Chinois à Kankan. Aussi bien les Bérets Rouges que les Rangers sont majoritairement sossos, et, de fait, beaucoup proviennent du propre village de Conté et de sa famille élargie.<sup>32</sup> Ils sont considérés comme lui étant très loyaux. Selon un observateur: "Non seulement beaucoup sont liés à Conté, mais ils savent également que s'il y avait un changement de pouvoir ils pourraient être dissous et tout perdre".<sup>33</sup> On dit que Conté s'est rendu de façon impromptue en province récemment en vue d'informer les commandants, à la tête de chacun des deux groupes de Rangers, de n'appliquer aucun ordre qui ne viendrait pas directement de lui.

<sup>28</sup> Voir en particulier Seck: "Le pouvoir à l'agonie", op. cit.

<sup>29</sup> Deux d'entre eux sont Fulbe, les deux autres étant respectivement Sosso et Maninka.

<sup>30</sup> Ils représentent les trois premières promotions d'officiers ayant été gradées après la mort de Sékou Touré en 1984.

<sup>31</sup> Cette fonction est désormais exercée par le Président Conté lui-même.

<sup>32</sup> Ceci ne constitue pour autant pas une protection à l'égard du courroux présidentiel. L'ancien commandant de la Garde Présidentielle, le Colonel Seny Camara, aurait été limogé pour le traitement abusif qu'il aurait imposé à d'autres membres des forces armées. Voir P. Diawara, "Le général Conté fait le ménage: la chute du Colonel Seny Camara, Commandant de la garde présidentielle", [www.aminata.com](http://www.aminata.com), 25 mai 2005.

<sup>33</sup> Interview réalisée par Crisis Group, Conakry, 14 avril 2005.

Parmi les dirigeants de l'opposition, Sidya Touré fait clairement figure d'envergure. En tant que membre du groupe ethnique Diahanké, il se situe en quelque sorte en dehors des calculs ethniques qui ont dominé les stratégies de Bâ Mamadou (consistant à courtiser l'électorat Fulbe) et d'Alpha Condé (l'électorat Maninka). Jean-Marie Doré, l'autre candidat d'opposition de longue date, pâtit du fait que sa base électorale régionale dans la Région Forestière n'ait jamais été fortement encline à voter selon des critères ethniques. Elle a en fait voté majoritairement pour Conté lors des élections de 1993 et de 1998.<sup>34</sup> L'avantage de Touré est qu'il bénéficie d'un soutien important à Conakry, à la fois parce qu'il est de la côte et parce qu'on se souvient que la période où il était premier ministre est l'un des seuls moments où le gouvernement a été en mesure de fournir à la capitale avec régularité des services tels que l'eau courante et l'électricité.

Un nouveau venu au sein de l'opposition est François Lonsény Fall, ancien ministre des affaires étrangères et, pendant deux mois, premier ministre. Son prestige s'est accru lorsqu'il préféra démissionner plutôt que d'être limogé par le président, devenant ainsi le second ministre en 21 ans à oser démissionner. Dans le même temps, certains le critiquent pour ne pas avoir persévéré plus longtemps, et son statut d'expatrié maintenant prolongé par sa nomination comme Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour la Somalie, ne jouera pas en sa faveur pour le moment.

Les rivaux politiques de l'opposition ne se limitent pas seulement aux militaires, mais encore aux politiciens membres de la machine PUP qui tenteront de mettre la main sur le pouvoir. Parmi les plus éminents, Aboubacar Somparé, le Président de l'Assemblée Nationale et successeur constitutionnellement désigné si Conté venait à quitter ses fonctions avant 2010.

---

<sup>34</sup> Ceci s'explique par la sympathie que Conté s'était acquise en supprimant deux des pratiques les plus détestées de l'époque de Sékou Touré: l'interdiction des cérémonies liées aux religions ancestrales de la Région Forestière, et le système abusif des normes par lequel l'État confisquait entre 50 et 80 pour cent de la production des paysans pour alimenter le reste du pays. Conté a perdu presque toute cette sympathie lors des attaques en provenance du Libéria de 2000-2001: lorsque les habitants de cette région ont en effet tenu le gouvernement guinéen pour responsable des attaques soutenues par Charles Taylor, en raison de son soutien aux milices de l'ULIMO-K et, plus tard, de LURD. Le gouvernement a répondu à ces critiques de façon très brutale, assassinant un certain nombre de travailleurs originaires de la Région Forestière dans le quartier de Cosa, à Conakry, en octobre 2000, et niant que l'ULIMO ou le LURD aient une existence en Guinée. Même si Conté a perdu tout soutien dans la Région Forestière, il n'est pas certain que Doré ait récupéré ses votes.

Pas une des personnes consultées par Crisis Group n'a dit souhaiter voir Somparé prendre le pouvoir. Pour avoir été un membre zélé du PDG, le parti de Sékou Touré, il a été décrit comme un reliquat de l'époque Touré, utile au PUP en raison essentiellement de ses penchants pour la démagogie et l'autoritarisme.

Parmi les hommes d'affaires, les deux plus connus sont certainement El-Hadj Mamadou Sylla et Guido Santullo. La fortune de Sylla a connu des hauts et des bas considérables durant les dix-huit derniers mois. En 2004, le président lui donna l'autorisation de transporter les pèlerins guinéens à la Mecque pour le pèlerinage annuel, mais, incapable d'assurer cette mission, son prestige en a été considérablement affecté. Quelques mois plus tard, la compagnie aérienne nationale, qu'il avait achetée en 2002, a cessé d'opérer lorsque ses créanciers ont repris possession d'un de ses avions, envoyé en réparation en France et que l'autre s'est abîmé à Freetown le 11 août 2004. Bien que Sylla ait récemment déclaré que cette période difficile serait bientôt surmontée<sup>35</sup>, il est probable que le pays devra se passer de vols intérieurs pendant un an.

Ces revers ne pouvaient être plus embarrassants dans un pays à 85% musulman et farouchement patriote. Parce que l'ascension météorique de Sylla vers la richesse était directement liée non pas seulement à ses liens avec le gouvernement, mais à sa relation avec Conté lui-même, ce qui embarrasse Sylla embarrasse aussi le président. Toutefois, Sylla semble être en passe de rebondir. Il a récemment entamé un nouveau mandat en tant que "patron des patrons", à la tête du Conseil National des Employeurs de Guinée, inauguré en présence de sept ministres et du Coordinateur Résident des Nations Unies.<sup>36</sup> On dit que Conté lui aurait rendu visite le jour même, comme cela avait été le cas le 19 janvier 2005, le jour où le président a échappé à ce qui est apparu comme une tentative d'attentat contre lui. Le retour de Sylla risque incontestablement de compliquer le processus de réformes, mais s'il venait à perdre son protecteur, il pourrait par la même occasion perdre son influence.

---

<sup>35</sup> Y. Sylla: "Futurelec Holding: où sommes-nous avec les deux avions d'Air Guinée Express?", *Guinée News*, 4 mai 2005.

<sup>36</sup> Les ministres présents étaient: Kiridi Bangoura, Madikaba Camara, Ministre des Finances, Alpha Ibrahima Kéira, Ministre de l'Emploi et de la Fonction Publique, Aliou Condé, Ministre des Transports, Hadja Djéné Saran Camara, Ministre du Commerce, Hadja Mariama Aribot, Ministre des Affaires sociales, Hadja Koumba Diakité, Ministre du Tourisme. Voir P. Diawara: "Election du haut patronat de Guinée: Mamadou Sylla se succède à lui-même!", [www.aminata.com](http://www.aminata.com), 7 avril 2005.

## C. LES IMPLICATIONS POUR LES RÉFORMES

Lorsque le Président quittera ses fonctions, deux tendances opposées seront alors à l'œuvre. Beaucoup s'attendent à ce que le PUP s'effondre aussi rapidement que le PDG de Sékou Touré après la mort de ce dernier. Le sort de dizaines de ministres des gouvernements en perpétuel remaniement de Conté donne une indication de ce qui pourrait alors arriver à beaucoup. Comme le souligne un Guinéen: "Regardez Moussa Solano (l'ancien ministre de l'intérieur). Il était riche, craint et puissant. Bien entendu, il a abusé de son pouvoir. Le lendemain du jour où il a été évincé du gouvernement, plus personne ne le saluait même dans la rue".<sup>37</sup>

Toutefois, ceux qui ont le plus profité de leurs relations avec le PUP et avec Conté ne renonceront pas volontairement à l'argent et au pouvoir dont ils ont bénéficié. Il faut souligner que personne n'a été autorisé à profiter indéfiniment du système. La stratégie de Conté pendant 21 ans a constamment reposé sur un principe de rotation des individus aux postes donnant l'accès aux richesses de l'État. Tandis que l'armée, en tant qu'institution, a constitué un partenaire permanent dans une telle entreprise, les remaniements successifs, les purges, ainsi qu'une tactique consistant à opposer les individus les uns aux autres pour éviter qu'ils ne le menacent ont su empêcher tous les acteurs d'acquiescer un avantage clair ou même une simple base.

C'est précisément cette tactique qui a entraîné le manque de subtilité par lequel se sont caractérisés beaucoup des ministres et d'alliés militaires de Conté au cours des années, lesquels se sont efforcés d'amasser le plus possible avant de perdre leur privilège. Mais un tel système est fondé sur une logique de prédation et non pas sur une politique de pouvoir, telle qu'elle se pratique habituellement, les individus se construisant une base électorale, cultivant des alliances et travaillant collectivement. Bien qu'une clique Sosso, à la fois encouragée par, et gravitant autour du président, ait sans doute existé, les observateurs ont trop vite fait de voir la politique guinéenne comme un jeu de compétition entre ethnies. Ceci n'est que partiellement vrai. L'armée, comme indiqué précédemment, reste relativement hétérogène. Un nombre considérable de ministres est d'origine Fulbe ou Maninka, tandis que deux, sur un total de 28, appartiennent aux groupes minoritaires de la Région Forestière. Par le passé, un grand nombre d'hommes d'affaires les plus puissants étaient Fulbe tandis que Mamadou Sylla, un Diahanké,

figure aujourd'hui au nombre des plus influents et que son principal concurrent est Guido Santullo -- un Italien.

Le jeu malin par lequel Conté dresse ses collaborateurs les uns contre les autres signifie que le système pourra être démantelé, mais il sera bien plus difficile encore de trouver un moyen d'amener les forces de sécurité à participer à des réformes dont l'effet premier sera de leur retirer certains de leurs avantages économiques et dont l'aboutissement logique sera le rétablissement de l'autorité civile sur les militaires.<sup>38</sup> Il n'existe pas de solution facile à ce problème, et il faudra avancer de manière graduelle. Alors que certains des officiers les plus anciens qui bénéficient le plus du système actuel commencent à prendre leur retraite, l'un des facteurs d'incitation le plus important pour ceux qui restent résidera dans la mise en place d'un système de promotion plus transparent.

## D. UNE VOIE DE SORTIE

L'élément clé qui permettra d'avancer consiste en l'adoption, par les acteurs à la fois intérieurs mais aussi extérieurs d'une approche unifiée qui devrait reposer sur trois principes: contraindre le gouvernement à respecter les engagements qu'il a déjà pris en matière de réformes politiques; étendre le délai de 60 jours prévu par la Constitution conditionnant la tenue d'élections, et ce, afin de permettre la mise en œuvre préalable des réformes comme la tenue des élections municipales, faire clairement savoir que la communauté internationale ne tolérera pas une prise de pouvoir par les militaires et notamment insister sur les représailles qui s'en suivront, en cas de tentative.

### 1. Réformes politiques et souveraineté

L'aspect le plus important de ce plan est de lier le gouvernement aux engagements pris par le Président Conté et son premier ministre concernant la révision des listes électorales, l'accès à ces listes par les électeurs et les partis d'opposition, la création d'une commission électorale indépendante, l'ouverture des ondes aux émetteurs privés, la liberté de mouvement et de rassemblement des partis d'opposition, de leurs dirigeants et de leurs membres, et enfin la tenue d'élections municipales durant le dernier trimestre 2005.

Si l'autorité du président en arrive à se dissoudre davantage, et plus particulièrement si cela devait s'accompagner

<sup>37</sup> Interview réalisée par Crisis Group, 12 janvier 2005. D'autres Guinéens ont fait des commentaires similaires aux chercheurs de Crisis Group en ce qui concerne l'ancien Ministre de la Sécurité Moussa Sampil.

<sup>38</sup> Pour plus d'informations sur l'évolution complexe de l'armée révolutionnaire de la période socialiste à l'institution globale -- politique, économique, militaire- d'aujourd'hui, voir M. Camara: "From Military Politicisation to Militarisation of Power in Guinea Conakry", in *Journal of Political and Military Sociology*, hiver 2000 28:311-376

d'une éruption de violence généralisée, on peut s'attendre à ce que ceux qui sont actuellement proches du pouvoir aient tôt fait de revenir sur ces engagements. Leurs arguments porteront probablement sur la nécessité de rétablir l'ordre public et sur la thèse que de tels engagements empiètent sur la souveraineté guinéenne. L'UA, la CEDEAO, la communauté internationale au sens large, l'opposition et les membres du gouvernement favorables aux réformes devront réagir d'une même voix: ces engagements ont été librement pris par le gouvernement, et rien les concernant n'indique qu'ils soient liés à l'exercice continu de l'autorité par des individus en particulier.

Ce dernier point doit être souligné. Au cours des 47 dernières années, le pouvoir en Guinée a été si personnalisé que la notion de l'État, en tant qu'institution ayant des engagements et des relations avec d'autres États et d'autres institutions, ne fait généralement pas partie du vocabulaire politique. Le contexte est actuellement dominé par la perception, parmi le peuple, selon laquelle Cellou Dalein Diallo a convaincu Conté de la nécessité de prendre une série d'engagements avec des institutions étrangères en faveur des réformes, mais qu'ils peuvent être considérés comme nuls si Conté quittait la scène.

## 2. Le calendrier de la succession

La problématique de la personnalisation du pouvoir touche également à celle de la succession en cas de vacance présidentielle. Nombreux sont ceux qui restent concentrés sur le personnage désigné par la Constitution -- le Président de l'Assemblée Nationale Somparé -- et affirment qu'il ne devrait jamais être autorisé à assumer de telles fonctions, soit, parce que l'Assemblée telle qu'elle est aujourd'hui constituée n'a aucune légitimité, soit, parce qu'ils craignent qu'il n'abuse de sa position pour monopoliser le pouvoir. Mais ceux qui, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays cherchent à servir au mieux les intérêts de la Guinée, doivent garder à l'esprit qu'une constitution ne saurait être l'objet de ce type de manipulation sans courir le risque de se voir entièrement bafouée. La variable la plus importante ne repose pas sur l'individu qui assumera la transition -- aussi important que cela puisse être néanmoins, et même en reconnaissant que la personne de Somparé pourrait effectivement être problématique -- mais bien plus sur le délai de 60 jours prévu par la constitution. Adopter un autre calendrier, peut, et devrait, se justifier par le fait que les réformes électorales qui ont déjà été consenties par le gouvernement ne sauraient, dans le cas présent, être appliquées en un si laps de temps si court.<sup>39</sup>

---

<sup>39</sup> Un récent mémorandum de la coalition d'opposition du FRAD propose une période de transition qui n'excéderait pas douze mois en insistant cependant qu'elle soit dirigée par une

Parce que les dernières élections législatives ont été boycottées par la majorité de l'opposition (le parti de Jean-Marie Doré, Union pour le Progrès de la Guinée -- UPG -- étant l'exception notable), cet organe est d'abord le cénacle où l'on encense le parti présidentiel. Ni l'institution ni son président n'ont une grande légitimité aux yeux de la plupart des Guinéens. Cela induit la plupart des observateurs à ne pas tenir compte de cette partie de la constitution, et à circuler des scénarios qui verraient l'armée, et non pas Somparé, prendre le pouvoir.

La Guinée doit désormais tourner le dos à la personnalisation de la politique et nettement s'en démarquer aussitôt que Lansana Conté aura quitté la scène. Les citoyens ordinaires sont prêts pour cela, pour avoir fait l'expérience de deux styles très différents de gouvernement personnalisé -- la démagogie socialiste et la dictature militaire -- qui ont, en gros, produit des résultats similaires. Quant à savoir si l'opposition, qui tend à appréhender la bataille post-Conté pour le pouvoir en termes de tout ou rien, ou si la communauté diplomatique, qui est réticente à l'idée de croiser le fer avec les politiciens guinéens qui ne manquent pas de les accuser d'impérialisme et de racisme, ont changé d'avis, c'est une autre question.

Il existe de bonnes raisons pour n'adhérer à la procédure de succession prévue par la Constitution que de façon sélective mais les acteurs à l'intérieur et à l'extérieur de la Guinée doivent apprécier avec prudence les exceptions qui se justifient dans les circonstances actuelles. Il suffirait de peu d'écarts par rapport au texte constitutionnel pour que des acteurs mal intentionnés y trouvent prétexte à demander l'abandon du texte et de toutes les garanties positives qu'il comporte. Un des arguments à l'encontre de l'accession de Somparé, est qu'il a lorgné le siège présidentiel en vue de son occupation permanente. Cependant, et à l'instar de Conté, il a de sérieux problèmes de santé, et plusieurs personnalités proches de la scène politique indiquent qu'il ne cultive plus un tel espoir.<sup>40</sup>

Mais cela ne revêt qu'une importance secondaire. Il existe des personnalités au sein de l'armée, de l'opposition, de la

---

figure neutre, qu'un Conseil National remplace l'Assemblée Nationale, et qu'une Haute Cour se substitue à la Cour Suprême. Il est probable que les différends qui entourent la recombinaison consensuelle des trois branches du gouvernement impliquent un délai plus long que l'année assignée. En pratique, les deux plans présenteront beaucoup de similarités. Cependant, Crisis Group reconnaît la nature nécessairement imparfaite de la transition et entend se focaliser sur des objectifs plus spécifiques tels que la constitution d'une commission électorale nationale. Voir "Memorandum Additif au Plan de Sortie de Crise du 14 juillet 2004", 3 mai 2005.

<sup>40</sup> Interviews réalisées par Crisis Group, Conakry janvier, avril 2005.



société civile et probablement de la presse et du monde judiciaire qui lorgnent aussi la présidence. L'enjeu consiste ici en la mise en place de mécanismes suffisamment forts et cohérents pour que personne ne "vole les élections". Ce qui signifie que Somparé doit être autorisé à succéder à Conté, comme le stipule le texte constitutionnel et l'accent devra donc plutôt être mis sur la garantie que les réformes politiques, déjà consenties par le gouvernement, soient mises en place de façon transparente et consensuelle.

### 3. Éviter un scénario à la togolaise

Bien que peu de Guinéens voient des parallèles entre la situation incertaine post-Conté et la récente succession au Togo, beaucoup d'étrangers, y trouvent de nombreux points de similitude. En dépit du fait qu'il n'y a pas de successeur désigné comme ce fût le cas à Lomé, les éléments clés sont les mêmes: les premières inquiétudes portent sur la prise de pouvoir éventuelle par l'armée, et si tel est le cas, sur la réaction de la communauté internationale. Compte tenu du précédent togolais, il est difficile d'imaginer que même si elles le souhaitent, la CEDEAO, l'UA, l'ONU et d'autres puissent approuver un coup d'État militaire en Guinée.<sup>41</sup> L'autre sujet d'inquiétude concerne le positionnement de la communauté internationale quant aux élections, à savoir si elle exigerait un scrutin de pure forme ou bien de "vraies" élections.

Les ressemblances entre ces deux situations (togolaise et guinéenne) portent sur tous les points traités actuellement par les réformes politiques en Guinée: les listes électorales qui, selon l'opposition guinéenne, ont été gonflées de 1,5 millions d'électeurs<sup>42</sup> (900.000 selon l'UE au Togo)<sup>43</sup>, la création d'une commission électorale indépendante, et l'accès de l'opposition aux médias électroniques ainsi que sa liberté de circuler librement dans le pays.

C'est dans un tel contexte que la période constitutionnelle de soixante jours, destinée à préparer des élections présidentielles, pourrait être instrumentalisée par Somparé, ou par d'autres groupes dont le PUP, l'armée, le noyau

dur de Sossos entourant le président ou un ensemble de tous ces acteurs. Un délai aussi court devrait être accepté seulement si les réformes politiques ont déjà été mises en place de façon consensuelle; si les élections municipales ont eu lieu dans des conditions jugées globalement transparentes par l'UA, la CEDEAO, l'UE et autres institutions; si ces organisations et d'autres sont en mesure de fournir une assistance technique et surveiller le scrutin; et ce, dans un délai aussi court. Il est improbable que toutes ces conditions soient réunies.

Le drame togolais a montré que si des élections trop tardives sont dangereuses en ce qu'elles permettent à l'individu ou au groupe exerçant le pouvoir par intérim de consolider leur position, des élections organisées trop rapidement peuvent l'être encore davantage. Ceci est particulièrement vrai dans le cas où le système politique, comme en Guinée ou au Togo, n'a jamais fonctionné de façon transparente, et où des changements structurels considérables sont nécessaires pour pouvoir tenir d'élections justes. Plutôt que de limiter la période intérimaire à 60 jours, conformément à la constitution, cette période devrait être calculée à l'aune d'un achèvement rapide des réformes politiques déjà en cours.

Parce qu'il est probable que l'opposition et le parti au pouvoir ne tomberont pas d'accord sur le moment auquel les réformes sont jugées achevées, ce processus requerra sans doute les bons offices d'un arbitre indépendant. Compte tenu de la sensibilité des Guinéens envers une ingérence non africaine, et de la relation spéciale que le pays a toujours entretenue avec l'organisation gouvernementale régionale africaine, l'UA serait l'organisation la mieux à même de mener à bien cette tâche.<sup>44</sup> Toutefois, pour réussir, un médiateur nommé par l'UA aurait besoin du plein soutien de la CEDEAO, des Nations Unies, de l'UE, des États-Unis et de la France. Une telle approche, même menée par des Africains et de façon relativement consensuelle, serait sans précédent en Guinée, dont les dirigeants n'hésitent pas davantage à accuser leurs pairs africains d'impérialisme qu'ils ne le font avec les Européens et les Américains.

### 4. Le rôle des forces armées

A condition qu'elle soit bien préparée, respectueuse et largement soutenue par la communauté internationale parlant d'une seule voix, une telle approche devrait rencontrer l'acceptation de la classe politique guinéenne comme de ses citoyens. On ne peut en dire autant de l'armée, qui aurait beaucoup à perdre et peu à gagner d'une gouvernance plus transparente et responsable.

---

<sup>41</sup> Certains ont plaidé pour une certaine tolérance à l'égard d'un coup d'État en Guinée au nom d'une supposée "exception" guinéenne. Il faut dire que le "Non" opposé par la Guinée, en 1958, à l'offre de souveraineté partielle faite par De Gaulle, était en effet exceptionnel (la Guinée était le seul pays francophone à opter pour une indépendance totale). Malheureusement, il n'y a pas eu grand-chose d'exceptionnel dans la trajectoire politique suivie par le pays depuis lors. Beaucoup d'autres pays ont été ruinés par la dictature et la mauvaise gestion et, à cet égard, l'expérience de la Guinée est très voisine de celle du Togo.

<sup>42</sup> Interviews réalisées par Crisis Group avec des responsables de l'opposition, avril 2005.

<sup>43</sup> Voir: "Note rédigée par la Délégation de l'Union européenne au Togo", le Togo.com, 6 mai 2005.

---

<sup>44</sup> Le premier Président de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), qui a précédé l'UA, était le diplomate guinéen Telli Diallo, plus tard torturé et tué au camp Boiro de Sékou Touré.

L'approche de cette institution-clé doit tenir compte de manière très franche de la réalité suivante: l'armée guinéenne est, et restera pour les années à venir, l'obstacle principal à toute vraie démocratisation et ses leaders doivent donc, d'une manière ou d'une autre, trouver leur compte dans le processus. La menace de sanctions ciblées à leur encontre, s'ils se révélaient récalcitrants, pourrait peut-être les aider à repenser leur plan en réévaluant leurs intérêts. En résumé, si les forces de sécurité adhèrent au processus, son succès aura toutes les chances d'être assuré. Si elles n'y adhèrent pas, la démocratie sera particulièrement fragile.

Un rapport récent de l'agence onusienne IRIN, affirmait que: "La plupart des diplomates et des Guinéens envisageaient un pouvoir militaire pour une période de transition lorsque Conté finira par s'en aller, et que certains verraient d'un bon œil une telle perspective si elle assurait une stabilité prolongée".<sup>45</sup> Aux yeux de la plupart des diplomates, l'idée d'une transition telle qu'elle est prévue par la Constitution (le Président de l'Assemblée Nationale assurant l'intérim et étant en charge de l'organisation des élections) apparaissait inapplicable, estimant que Somparé ne dispose que d'un faible soutien même au sein de son parti, et que la Guinée ne pourrait en aucun cas être capable d'organiser un scrutin crédible en un délai de 60 jours. Face à la myriade de difficultés, ils estiment qu'il existe un consensus tacite quant à l'avenir immédiat de la Guinée, et bien que personne ne se réjouisse à l'idée d'un gouvernement militaire, ils pensent qu'une relève militaire négociée n'est pas seulement une quasi-certitude, mais qu'elle serait même moins mauvaise que les deux seules autres options: l'anarchie ou un gouvernement militaire brutal.

Une telle approche, cependant, ne permettra d'atteindre aucun des objectifs souhaités ni par les diplomates, ni par l'opposition ou par les citoyens Guinéens. L'idée d'une relève militaire chirurgicale conduisant sans heurt à des élections transparentes et à un transfert du contrôle de l'État aux civils relève de la fantaisie. Alors que ceux qui sont favorables à une transition militaire imaginent un scénario semblable à celui qui s'était produit au Mali en 1991<sup>46</sup>, il est plus probable que les choses se passent comme en Côte d'Ivoire lors de la prise du pouvoir par l'armée en 1999. Le Général Robert Gueï s'y était présenté comme celui qui donnerait "le coup de balai", promettant de remettre de l'ordre dans la politique, puis

de quitter la scène, mais qui au lieu de cela a pris goût au pouvoir et s'est présenté à la présidentielle, tentant de voler l'élection. En effet, il s'agit à peu près du même chemin qu'a suivi Conté à partir de 1984. Il y a peu de raisons de croire que ses collègues militaires se comporteront différemment.

Que pourraient offrir aux militaires guinéens ceux qui cherchent à les priver de leurs avantages actuels? L'un des principaux attraits que pourraient trouver de nombreux officiers à un changement de gouvernement serait un retour à une relative méritocratie. Sans prétendre que le favoritisme fondé sur les liens ethniques et familiaux cesserait pour autant, un gouvernement civil et transparent serait en mesure de réunir les conditions d'une politique de promotion plus transparente.

Les avantages auxquels ont été habitués les officiers de haut rang de l'armée sont considérables et ceci, aussi, doit être gardé à l'esprit. Comme décrit ci-dessous, les ventes d'armes régionales auraient drainé des millions de dollars dans leurs poches, tout comme différentes formes de commerce transfrontalier. Dans ce contexte, l'UA et la CEDEAO devraient commencer à envoyer des signaux clairs à l'élite militaire en lui faisant comprendre que concéder le pouvoir aux civils n'est pas une option, mais une obligation.

Les diplomates et bailleurs de fonds devraient, en outre, tous deux se montrer clairs quant aux moyens qu'ils emploieront pour dissuader une prise de pouvoir militaire. Compte tenu du fait que la Guinée s'est imposée en isolement pendant des décennies, il s'avérera difficile de trouver une menace crédible. Toutefois, des sanctions ciblées à l'encontre des instigateurs d'un coup d'État militaire, en sus du gel de toute aide internationale achèveraient de convaincre les responsables du prix d'une opposition aux réformes et à la démocratie. L'absence de reconnaissance, par les états voisins, d'un gouvernement militaire permettrait davantage d'augmenter le niveau de pression. Un embargo sur les armes ne nuirait pas aux Guinéens ordinaires mais affecterait significativement le train de vie des officiers de haut rang. Compte tenu de la tendance de la Guinée, au cours de son histoire récente, à alimenter les guerres de la région<sup>47</sup>, il s'agirait là d'un acte salutaire en soi. Bien que les entreprises qui opèrent en Guinée s'y opposeraient vivement, la sanction potentielle la plus dévastatrice serait un embargo sur les exportations de bauxite.<sup>48</sup>

<sup>45</sup> "Guinea: Living on the Edge", IRIN Special, 15 janvier 2005.

<sup>46</sup> En juin 1991, l'armée, conduite par Amadou Toumani Touré, a arrêté la répression violente par le Président Moussa Traoré d'un soulèvement étudiant, renversant le gouvernement corrompu de Traoré et rendant rapidement le gouvernement à l'autorité civile dès l'année qui suivit. Après avoir pris sa retraite de l'armée, Touré a été élu Président du Mali en 2002.

<sup>47</sup> Voir partie V. A ci-dessous

<sup>48</sup> Un tel embargo pourrait plus facilement être imposé que ceux appliqués aux diamants ailleurs en Afrique de l'Ouest du fait de la taille plus volumineuse de la bauxite, difficile de transporter clandestinement.

## IV. L'ÉCONOMIE

### A. LES RÉFORMES ÉCONOMIQUES ET LA REPRISE DE L'AIDE

Si la mise en œuvre d'un programme politique devant mener à des élections crédibles représentera un défi, la réalisation de réformes économiques sera bien plus difficile encore. Les faveurs et privilèges dont bénéficient les proches du Président sont colossaux. Tout comme pour les réformes politiques, le fait que ces réseaux soient très personnalisés et disposent donc d'une faible base institutionnelle, facilitera les choses. Néanmoins, il est certain que ceux à qui profite le système actuellement en place feront tout leur possible pour conserver leurs avantages.

Bien que les représentants des institutions financières internationales se penchent sur les résultats de l'économie guinéenne comme s'il s'agissait d'une question purement technique, les problèmes économiques de la Guinée sont en fait de nature profondément politique. Le lien entre les deux est apparu très clairement pendant la courte période où François Lonsény Fall a été premier ministre. Fall a démissionné de son poste de premier ministre le 24 avril 2004<sup>49</sup>, deux mois seulement après avoir pris ses fonctions. Plus tard, il expliqua: "Ma nomination est survenue à un moment critique pour le pays. Les coffres de l'État étaient vides, notre programme avec le FMI bloqué, nous ne payions pas nos dettes, et nos partenaires nous avaient abandonnés".<sup>50</sup> Fall avait été nommé pour rétablir ce qu'il fallait d'ordre pour que l'argent coule de nouveau. Il s'est toutefois retrouvé face à un dilemme: mettre de l'ordre dans les affaires économiques du pays revenait à priver les hommes politiques les plus puissants, les officiers et les hommes d'affaires du pays de privilèges et bénéfices financiers considérables.

La situation était toutefois désespérée. La Guinée accumulait les arriérés de paiement avec le FMI, la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement et la Banque Islamique de Développement, qui avaient tous suspendu leur programme avec la Guinée en 2003. L'UE et la France avaient interrompu leur programme de coopération et l'État n'avait plus aucune ressource. Les recettes du gouvernement sont passées de 438 millions de dollars en 1996 à 383 millions de dollars en 2002<sup>51</sup>, et

elles auraient considérablement baissé depuis. Selon une source, le gouvernement guinéen fait maintenant entrer dans les caisses en moyenne cinq millions de dollars par mois alors qu'il en dépense treize.<sup>52</sup> La dette du Trésor à l'égard de la Banque centrale est passée de l'équivalent de 62 millions de dollars en 1996 à 500 millions de dollars en 2004.<sup>53</sup>

L'attitude de la Guinée envers les bailleurs de fonds internationaux en position de l'aider était un mélange de nationalisme fier hérité des années Sékou Touré et d'inorganisation désinvolte. En avril 2004, la Guinée avait programmé une réunion avec l'UE à Bruxelles pour discuter de la reprise de l'aide européenne. Ils ne se sont tout simplement pas présentés à la réunion. L'UE, parce qu'elle n'avait jamais auparavant été confrontée à une telle situation, était interloquée.<sup>54</sup> Pour les réunions reprogrammées en juillet, la délégation guinéenne, dirigée par Kiridi Bangoura, avait été glissée la liste des questions qui allaient leur être posées et avait préparé à l'avance des réponses écrites. Dix minutes après le début de la réunion, ils informèrent les Européens qu'il était inutile de poursuivre et poussèrent simplement leur liste de réponses de l'autre côté de la table. Les Européens, une fois de plus, en étaient restés cois. Autre exemple: durant la visite récente à Conakry d'une équipe du FMI, le directeur de la Banque centrale, Mohammed Daffé, était absent du pays. Le premier ministre, Cellou Dalein Diallo, qui essayait de mettre en avant l'image d'un pays réformateur afin d'attirer des financements, s'évertua à expliquer qu'il s'agissait d'un simple malentendu.

On ne peut blâmer les bailleurs de fonds de laisser passer ce genre d'affront digne d'une cour d'école. Leur souci, finalement, est d'améliorer le sort des Guinéens moyens qui paient le prix du mépris dont font preuve leurs dirigeants. Mais tous ceux qui savent à quel point la Guinée s'est montrée allergique à l'ingérence étrangère, comprennent combien il est difficile pour les Guinéens d'aller courber l'échine devant les donateurs, et de leur promettre toutes les réformes imaginables. Bangoura, qui dirigeait la délégation, a une réputation de nationaliste farouche peu disposé à filer le parfait amour avec les Européens, en dépit de son habileté manifeste à parler le langage qui les convainc. Le risque sérieux est que les Guinéens, davantage par fierté que par cupidité, obtiennent l'aide étrangère et n'entreprennent aucune des réformes promises.

<sup>49</sup> Sa lettre n'est pas arrivée à Conakry avant le 29 avril.

<sup>50</sup> M. Ben Yahmed: "François Lonsény Fall: pourquoi je démissionne", *Jeune Afrique l'Intelligent*, n° 2260, 2 mai 2004.

<sup>51</sup> "L'état de l'Afrique 2005", *Jeune Afrique l'Intelligent*: page 181. Tous les chiffres en dollars figurant dans ce rapport sont en dollars US.

<sup>52</sup> Interview réalisée par Crisis Group, Conakry, 8 février 2005.

<sup>53</sup> "L'état de l'Afrique 2005", op. cit.

<sup>54</sup> Dans son explication des raisons de sa démission, Fall dit que le 12 avril, quatre jours avant la réunion prévue, le Président Conté l'a tout simplement appelé et lui a dit: "je ne veux pas négocier avec l'UE", "Pourquoi je démissionne", op. cit.

Saboter l'aide étrangère par nationalisme est une pratique qui remonte à l'ère socialiste. Comme le racontait un agronome: "Nous avons quelques excellents projets agricoles en Guinée dans les années 1970 et 1980. Certains d'entre eux par exemple étaient financés par les Canadiens. En tant que membres du parti et fonctionnaires de l'État, beaucoup parmi nous, estimaient de leur devoir de faire en sorte que ces projets échouent, soit en les négligeant soit en les sabotant".<sup>55</sup> Ce genre de fierté pervertie (un fait familier mais presque jamais discuté par les Guinéens) pourrait bien faire échouer les programmes en cours, comme si le pillage de l'État par ceux qu'anime la seule cupidité ne représentait pas un défi suffisamment redoutable.

Ceci n'était qu'une partie des difficultés auxquelles s'est heurté François Fall dans sa tentative, début 2004, de ramener l'économie guinéenne à un niveau acceptable de responsabilité fiscale et monétaire. Plus difficile encore fut le combat pour percer la carapace des faveurs et des marchés qui donnaient au président et à ses associés une mainmise sur l'économie guinéenne. Fall était chargé de mettre un terme aux exemptions fiscales dont bénéficiaient le réseau d'hommes d'affaires proches du président qui avaient un quasi-monopole sur les activités d'import-export. Au cœur des réformes économiques proposées se trouvaient la dissolution de la Société Guinéenne d'Exportation des Produits Agricoles et Miniers (SOGEPAM), qui monopolisait l'exportation du café et du cacao guinéens, et la suppression des marchés publics de gré à gré, qui profitaient pour la plupart aux alliés de Conté.

Suite aux interventions de ces hommes d'affaires soutenus par le président, Fall n'a pu mettre en œuvre les réformes qu'on lui avait demandé d'entreprendre:

Conté convoque Fall à son bureau. A son arrivée, le Premier Ministre trouve Sylla, accompagné de plusieurs de ses amis, debout aux côtés du "Vieux". Devant tout le monde, Conté ordonne dans des termes on ne peut plus clairs de "ne pas toucher à Sogepam". A ce moment-là, il (Fall) réalise la réelle complexité de sa tâche.<sup>56</sup>

C'est à la lumière de ces blocages que Fall décida de démissionner.

Plus de sept mois après, le Président Conté nomma comme premier ministre Cellou Dalein Diallo, âgé de 52 ans, d'ethnie Fulbe, économiste de formation et proche collaborateur dans le gouvernement de Conté pendant plus de neuf ans. Il a pu s'appuyer sur les efforts entrepris

par Fall. En fait, l'article, publié dans *Jeune Afrique L'intelligent*, dans lequel Fall se livre (ce numéro, comme plusieurs autres au cours de l'année dernière, a été confisqué à son arrivée à l'aéroport de Conakry, mais il circula quand même sous forme de photocopies) a peut-être, plus que toute autre chose, aidé Diallo à obtenir l'approbation de Conté pour aller de l'avant dans l'exécution des réformes. Conté, en réaliste accompli et en politicien soucieux de sa survie, s'est rendu compte que des gens comme Sylla commençaient à attirer trop de problèmes qu'il n'en fallait et que les réformes étaient de toute façon indispensables.

Mais Diallo peut-il aller beaucoup plus loin que Fall? Cela reste à voir. En principe, le monopole de la SOGEPAM a cessé d'exister le 29 décembre 2004.<sup>57</sup> Reste la possibilité que ces pratiques continuent dans l'opacité. Les contrats non concurrentiels ont été certes en théorie abandonnés, mais on ne sait pas encore comment ce changement se traduira dans la réalité. Le plus grand défi qui attend Diallo est de supprimer les exemptions fiscales dont jouissent certains opérateurs.

Diallo a réussi à convaincre la Banque Mondiale et le FMI qu'il est sincère dans ses tentatives et qu'il bénéficie du soutien du Président Conté. Après la visite du Directeur Général de la Banque Mondiale, Shengman Zhang, la Banque a exercé des pressions sur le FMI pour qu'il engage avec le gouvernement une série de discussions. Elles ont abouti lors de la visite de Diallo à Washington, les 16 et 17 avril 2005, à l'occasion des réunions de printemps des Institutions de Bretton Woods, à l'adoption d'un programme de supervision (Staff Monitoring Program) pour une période indéterminée. Le FMI surveillera la mise en place des réformes macroéconomiques, et déterminera si la Guinée remplit les critères pour redevenir éligible à l'aide.<sup>58</sup> Cette décision équivaudra à un feu vert, jaune ou rouge donné aux autres créditeurs, et déterminera en grande partie les perspectives pour la Guinée d'accéder à des prêts, des allègements de dette et d'autres formes d'aide au cours de l'an prochain.

<sup>57</sup> Voir K. Kourouma, "Rencontre Cellou Dalein Diallo et opérateurs économiques: Les nouvelles mesures du Premier Ministre!", aminata.com, 30 décembre 2004.

<sup>58</sup> Diallo insistait pour une période de six mois avant que l'argent du FMI ne commence à arriver à travers des programmes tels que l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTÉ), alors que le FMI préférait une période de douze mois. Après la réunion, aucun calendrier n'a été annoncé afin de laisser le calendrier ouvert à la discussion. L'une des exigences est la révocation par le gouvernement des exemptions fiscales et douanières accordées illégalement afin d'accroître les recettes étatiques.

<sup>55</sup> Interview réalisée par Crisis Group avec un agronome guinéen, Sérédou, juillet 2000.

<sup>56</sup> "Pourquoi je démissionne", op. cit.

## B. L'INFLATION

La Guinée entre dans une spirale inflationniste qui pourrait se révéler désastreuse, spécialement en raison du gel des salaires des fonctionnaires. Les estimations actuelles de la croissance monétaire en Guinée se situent à 40 pour cent par an, et selon des sources, afin de contenir la crise financière dans le pays, la Guinée se fait simplement livrer par bateau un conteneur de francs guinéens imprimés par l'Hôtel Royal de la Monnaie en Grande-Bretagne.<sup>59</sup> Les conséquences sont évidentes: en juin 2004, le taux de change au marché noir de Conakry était de 2600 francs guinéens (FG) pour un dollar. En avril 2005, le dollar équivalait à 3580 FG. Cette dépréciation (de 38 pour cent) face au dollar, qui lui-même perdait de la valeur, a réduit la capacité des Guinéens à consommer des produits importés.

En 2004, le taux d'inflation officiel était de 28 pour cent, ce qui faisait de la Guinée le quatrième pays le plus inflationniste d'Afrique après le Zimbabwe, l'Érythrée et la Zambie.<sup>60</sup> Le taux d'inflation prévu pour 2005 est de 22,6 pour cent, chiffre le plus élevé après le Zimbabwe.<sup>61</sup> La réalité vécue par les Guinéens ordinaires est plus dramatique que ce que suggèrent ces chiffres: le prix du kilo de viande est récemment passé de 8000 à 9000 FG. Un sac de 50 kg de riz qui coûtait seulement 35.000 FG en mars 2004 vaut aujourd'hui entre 75.000 et 100.000 FG à Conakry, et pas moins de 100.000 FG en dehors de la capitale. En mai, le prix de l'essence est passé de 2500 FG le litre à 3800 FG, ce qui a accru tous les coûts de transport et, de fait, le prix des biens de consommation à l'intérieur du pays. Dans un pays où le salaire mensuel moyen d'un instituteur ou d'un agent de police est d'environ 125.000 FG (34\$), celui d'un médecin ou d'un professeur d'université d'environ 250.000 FG (68\$), et où les salaires des fonctionnaires n'ont pas augmenté depuis 1996, ces hausses de prix sont dévastatrices.

## C. LE PILLAGE GÉNÉRALISÉ

Une part importante de l'éducation de chaque Guinéen consiste à apprendre comment les administrateurs coloniaux français, furieux d'avoir été obligés de quitter le pays en 1958, ont retiré les lignes téléphoniques, brûlé les documents, et même cassé les ampoules dans leurs bureaux. Cette histoire a maintenant son pendant moderne qui choquera tout autant les futures générations: celle des

alliés de Conté qui ont été jusqu'à vider la Banque centrale de l'essentiel de ses avoirs en devises.

Les histoires de fonctionnaires qui, au moment d'être démis de leurs fonctions, emportent avec eux tous les ordinateurs, les meubles et les autres articles de bureau, sont légion. L'ancien vice-président de la Banque centrale, Fodé Soumah, a été accusé d'avoir remis 22 millions de dollars à un homme d'affaires allié à Conté.<sup>62</sup> Il a quitté son poste à la Banque centrale, pour être promu Ministre de la Jeunesse, des Sports et de la Culture.<sup>63</sup> A Conakry aujourd'hui, le gouvernement joue au chat et à la souris avec les changeurs ambulants au marché noir qui détiennent des euros et des dollars. A intervalles réguliers, leur activité est décriée et quelques-uns sont jetés en prison du jour au lendemain, mais lorsque le gouvernement a besoin de devises, il n'a d'autre choix que de s'adresser à eux.<sup>64</sup>

Quand, à la fin du mois de décembre 2004, il fut annoncé que l'entreprise suisse Société Générale de Surveillance n'avait pas vu son contrat pour la gestion du port de Conakry et la perception des droits de douane renouvelé, les douaniers auraient célébré leur accès imminent aux ressources publiques.<sup>65</sup> Bien que des fonctionnaires corrompus aient déjà vidé les coffres de l'État, il y a encore des opportunités de pillage. Les réserves de fer n'ont jusqu'à présent pas été exploitées, les bois tropicaux dans la Région Forestière font l'objet de coupes à un rythme dramatique, y compris dans les réserves forestières protégées, comme décrit dans la section suivante.

## D. LA DYNAMIQUE ASIATIQUE

Les interlocuteurs de Crisis Group ont relevé à plusieurs reprises la progression fulgurante de l'implantation économique chinoise en Guinée. Deux sociétés -- l'une chinoise et l'autre sénégalaise -- ont obtenu des contrats pour réhabiliter l'autoroute qui traverse la péninsule de Conakry. Il s'avère que tout le travail est en train d'être effectué par les Chinois, via un accord de sous-traitance conclu avec les Sénégalais. La société chinoise

<sup>59</sup> Interviews réalisées par Crisis Group, Conakry, février et avril 2005.

<sup>60</sup> *World Economic Outlook*, FMI, avril 2005.

<sup>61</sup> *Ibid.*

<sup>62</sup> P. Diawara: "Affaire des bons de caisse de la BCRG", *aminata.com*, 3 mai 2005. Cet article relève que l'homme d'affaires concerné a estimé que ses créances sur l'État étaient supérieures à ses dettes à son égard. Cette comptabilité s'est avérée ténébreuse et les détails de l'affaire n'ont pas été rendus public. La défense de Soumah a consisté à dire qu'il avait reçu l'ordre de ses supérieurs de déboursier les 22 millions de dollars.

<sup>63</sup> Pour plus d'informations sur Soumah, voir le rapport de Crisis Group: *Guinée: incertitudes autour d'une fin de règne*, op. cit.

<sup>64</sup> Interviews réalisées par Crisis Group avec des agents de change et des hommes d'affaires, Conakry.

<sup>65</sup> Interview réalisée par Crisis Group, Conakry, 11 janvier 2005.

d'exploitation forestière, Forêt Forte,<sup>66</sup> a obtenu le principal contrat pour l'exploitation du bois dans la Région Forestière, y compris dans les réserves forestières de Diecke et de Ziama.<sup>67</sup> Plusieurs sources ont même mentionné l'apparition de maisons closes à Conakry, où exercent exclusivement des prostituées chinoises.

La Guinée a beaucoup de richesses susceptibles d'intéresser l'économie qui connaît la plus forte croissance au monde, notamment la bauxite, le fer et les bois tropicaux. L'essentiel des réserves de bauxite est déjà exploité soit par la Compagnie de Bauxite de Guinée (CBG), un conglomérat regroupant des intérêts américains, canadiens et guinéens, soit par Rousski Alumini, une entreprise russe. Un nouveau projet, proposé par Global Alumina, devrait se traduire par un investissement de 2 à 2,5 milliards de dollars dans un complexe d'extraction et de transformation de la bauxite en aluminium. Bien que cette société soit basée au Canada, ses principaux investisseurs sont des Japonais qui seraient intéressés avant tout par un accès privilégié au marché chinois.<sup>68</sup>

Certains observateurs s'inquiètent du fait que "les hommes d'affaires chinois en Afrique donnent le sentiment d'opérer selon des règles différentes, voire sans règles du tout".<sup>69</sup> À beaucoup d'égards, l'aide chinoise n'est assortie d'aucune condition. Comme l'explique un diplomate ayant une longue expérience de la Guinée: "Les Chinois, les Japonais et les Coréens savent qu'ils seront des partenaires économiques de la Guinée pour longtemps. Les Guinéens apprécient les Chinois en raison de tout ce qu'ils ont fait ici durant les années de socialisme. Ils ont construit le Palais du Peuple et le Palais des Nations, et n'ont jamais rien demandé en retour".<sup>70</sup> Contrairement à l'UE qui conditionne explicitement son aide au développement au respect d'une série de critères en matière de droits de l'homme et de bonne gouvernance, les hommes d'affaires chinois capitalisent sur la sympathie que leur gouvernement s'est attirée au fil des années, et cherchent simplement à faire du profit. Ce type de relation est probablement beaucoup plus attractif pour les politiciens guinéens qui n'ont que faire de donateurs prompts à fouiller dans les méandres de la corruption prévalant dans le pays.

## V. LA RÉGION FORESTIÈRE ET LES RELATIONS DE LA GUINÉE AVEC SES VOISINS

### A. LA GUERRE PLUS LUCRATIVE QUE LA PAIX

L'armée aussi participe activement au pillage. Permettre -- voire encourager -- les militaires à s'impliquer dans ces pratiques économiques a été un élément central de la stratégie de Conté pour repousser les problèmes internes vers les frontières de la Guinée. Les officiers se sont enrichis en jouant sur divers aspects des guerres régionales et ne se sont donc pas plaints des faibles rémunérations, des promotions injustes ou des mauvaises conditions de vie. Dans le contexte des conflits en Sierra Leone, au Libéria et en Côte d'Ivoire, ils ont également été autorisés à prendre part au commerce transfrontalier, ce qui a même conduit à des incursions en territoire sierra léonais et à des expropriations de terrain. L'armée guinéenne a également été lourdement impliquée dans l'approvisionnement de la région en armes, allant de la fourniture de munitions dans le cadre du commerce transfrontalier au trafic à grande échelle d'armement lourd et d'armes légères. Ces activités, très lucratives, occupent les officiers. Elles laissent aussi un goût amer aux pays voisins et concourent au développement de réseaux militaro criminels qui pourraient bien se retourner contre la Guinée, notamment au moment où les rentes s'assèchent.

La Guinée s'est vivement intéressée aux affaires des États voisins, avec un rôle central dévolu à l'armée. Les troupes d'élite (comme les Rangers entraînés par les Américains et les Chinois) sont envoyés patrouiller sur les frontières, loin de la capitale. D'autres troupes ont été envoyées dans des opérations de maintien de la paix en Sierra Leone et au Libéria, au sein de l'ECOMOG. Dans d'autres cas (Guinée Bissau, 1999 et Sierra Leone, 2001), ils ont été envoyés comme combattants soutenant une partie contre l'autre dans une guerre se déroulant dans un pays voisin.

Les motivations du gouvernement Conté n'étaient pas seulement des calculs économiques cyniques ou des efforts pour garder occupés de potentiels comploteurs. Par exemple, l'amitié entre le Président Conté et l'ancien président de Guinée Bissau, João Bernardo "Nino" Vieira, justifie nombre d'interventions dans ce pays. La Guinée a activement soutenu la lutte pour l'indépendance de la Guinée Bissau contre le Portugal, en faisant de sa zone côtière une base arrière à la disposition des combattants indépendantistes. Conté, dont une partie de la famille est originaire de Guinée Bissau, a connu Vieira dans les années 1960, à l'époque où il commandait le camp militaire de Boké dont Vieira s'est servi comme base de

<sup>66</sup> Un des autres actionnaires de Forêt Forte est Guido Santullo. Voir: "Mission parlementaire à N'Zérékoré", *Le Législateur, hebdomadaire d'information de l'Assemblée Nationale* n° 16 du 20 décembre 2004.

<sup>67</sup> Diecké est dans la préfecture de Yomou, proche de la frontière libérienne et de la ville de Ganta. Ziama est dans la préfecture de Macenta.

<sup>68</sup> Voir: "Guinea: Japanese-backed company signs deal to build \$ 2 billion alumina plant", IRIN, 20 octobre 2004.

<sup>69</sup> Interview réalisée par Crisis Group, Conakry, 14 avril 2005.

<sup>70</sup> Interview réalisée par Crisis Group, Conakry, 14 avril 2005.

regroupement de ses combattants.<sup>71</sup> En 1999, Conté et le président du Sénégal d'alors, Abdou Diouf, ont envoyé des troupes en Guinée Bissau pour soutenir le gouvernement Vieira qui faisait face à une tentative de coup d'État militaire. Plus récemment, le 7 avril 2005, Vieira a atterri à Bissau à bord d'un hélicoptère militaire guinéen. Même dans ce cas, les liens amicaux, la communauté d'intérêts économiques et les connivences de nature militaire sont difficiles à démêler. Selon une source au moins, Vieira est un partenaire en affaires de Conté dans le conglomérat Futurelec Holdings, appartenant nominalement à Mamadou Sylla, qui contrôle également Air Guinée Express et la SOGEPAM.<sup>72</sup>

La guerre régionale a rapporté beaucoup à un certain nombre de Guinéens, et le retour progressif à la paix dans des pays comme la Sierra Leone et le Libéria a fait perdre d'importants revenus à des membres des hiérarchies politique et militaire. Au nombre de ces profits figurent:

- ❑ les profits générés par le trafic d'armes régional;
- ❑ le prélèvement d'un pourcentage sur les fonds d'aide d'urgence;
- ❑ les revenus du commerce transfrontalier de biens pillés par les groupes rebelles;
- ❑ l'argent extorqué aux civils à l'emplacement des barrages, dont l'existence est justifiée par l'insécurité ambiante; et
- ❑ le flux continu de l'aide au développement et de l'aide humanitaire, en raison du rôle de la Guinée comme pays d'accueil des réfugiés et relatif havre de paix, malgré l'absence de transparence et une mauvaise gestion.

Comme ces revenus ont commencé à disparaître, les griefs des militaires se focalisent de nouveau sur le gouvernement, ce qui représente une situation dangereuse pour Conté et qui se traduit par des décisions politiques incohérentes. La question des barrages routiers en est un exemple. Comme en Côte d'Ivoire ou au Libéria durant la guerre civile, les barrages étaient devenus l'un des principaux moyens pour les hommes de troupe et les sous-officiers de se rémunérer par eux-mêmes. Plutôt que d'assurer la sécurité, ils la mettent en péril de deux façons. En se livrant à des pratiques d'extorsion, ils contribuent à la criminalisation généralisée de la société et à son appauvrissement, parce qu'il devient beaucoup plus difficile pour les biens et les personnes de circuler librement, et que les hommes et les femmes d'affaires sont contraints de travailler dans des conditions arbitraires. En deuxième lieu, et cela est peut-être plus grave, les barrages

routiers facilitent finalement plus qu'ils n'entravent le trafic de biens illicites, qu'il s'agisse d'armes, de drogue ou de produits de contrebande. Ils finissent inévitablement par simplement donner un prix à tout: citoyen guinéen avec papiers d'identité, citoyen guinéen sans papiers, réfugié, commerçants en route avec ses marchandises vers un marché...

Sous la pression internationale, le Président Conté a interdit les barrages début 2003. Après des décennies pendant lesquelles ils ont rythmé les déplacements de chaque Guinéen, les barrages ont disparu du jour au lendemain. Ils ont cependant récemment réapparu. Un travailleur humanitaire a dit avoir franchi dix barrages entre Conakry et Guekedou, dans la Région Forestière, en avril 2005.<sup>73</sup> Tandis que d'aucuns attribuent ce fait au départ du Ministre de la Sécurité Moussa Sampil d'autres considèrent tout simplement que la perte de revenus pour les soldats faisait peser une trop forte pression sur la hiérarchie militaire.<sup>74</sup> La Guinée devrait à nouveau éliminer ces barrages routiers.<sup>75</sup>

## B. LE RÔLE DE LA GUINÉE EN TANT QUE MARCHAND D'ARMES REGIONAL

Aussi surprenant que cela puisse paraître, un cadre moyen du Ministère guinéen de l'Agriculture qui travaillait en liaison avec des trafiquants d'armes européens, a fourni 80 pour cent des documents relatifs aux armes illicites qui ont alimenté la guerre régionale en Afrique de l'Ouest tout au long des années 1990.<sup>76</sup> Était-ce possible sans l'implication, ou tout au moins la complicité, des forces de sécurité guinéennes? Très probablement pas. Au moins une source a mis en cause un haut fonctionnaire du Ministère de la Défense.<sup>77</sup> Quelle que fût la personne impliquée, elle a été indirectement responsable de la mort et de la mutilation de dizaines de milliers de civils.

<sup>73</sup> Interview réalisée par Crisis Group, Conakry, 13 avril 2005.

<sup>74</sup> Interview réalisée par Crisis Group, Conakry, 11 avril 2005.

<sup>75</sup> Un barrage routier qui pourrait être maintenu est celui dit du Km 36 qui contrôle l'accès à la péninsule de Conakry. Il n'a jamais été supprimé, ostensiblement parce qu'il est censé faire partie de l'ultime barrière de protection de Conakry.

<sup>76</sup> Interview réalisée par Crisis Group avec un expert sur le trafic illicite d'armes en Afrique de l'Ouest, Stuttgart, 26 février 2004.

<sup>77</sup> Interview réalisée par Crisis Group avec un expert sur les questions de sécurité en Afrique de l'Ouest, Washington, novembre 2004. Voir également ci-après les références à des liens explicites supposés entre le Ministère guinéen de la Défense et des commandes, réceptions et livraisons d'armes à la rébellion du LURD au Libéria, en violation de l'embargo sur les armes imposé par les résolutions 1343 et 1478 du Conseil de Sécurité.

<sup>71</sup> Voir C. Boisbouvier: "Le retour des ex", *Jeune Afrique l'Intelligent*, 24 avril 2005.

<sup>72</sup> Interview réalisée par Crisis Group, Dakar, 28 mai 2004.

Il y a des documents et des témoignages directs qui prouvent que le Ministère guinéen de la Défense a organisé la livraison de munitions d'armes légères et de mortiers, utilisés par la rébellion du LURD, qui ont tué de nombreux civils Libériens à Monrovia en juillet 2003. Cette activité s'est faite non seulement en contravention de l'embargo sur les armes décidé par le Conseil de Sécurité des Nations Unies (par les résolutions 1343 et 1478), mais également du moratoire sur les armes légères adopté par la CEDEAO en 1998, signé par le Président Conté et renouvelé en 2001.<sup>78</sup>

Les spécialistes du commerce des armes alimentant les conflits comme ceux qui ont décimé la Sierra Leone et le Libéria, expliquent que seulement 10 pour cent des transactions clandestines d'armes sont illégales, dans le sens où elles s'effectuent sans documentation ni justificatifs. Les 90 pour cent restants sont considérés comme illicites, ce qui veut dire que les transactions s'appuient sur des documents falsifiés.<sup>79</sup> Pour que les ventes d'armes par un pays producteur soient légales, le vendeur doit recevoir un certificat dit de destinataire final. Un tel document provient normalement d'un Ministère de la Défense et certifie que les forces armées d'un pays souverain ont passé contrat pour acheter des armes pour leur usage exclusif, qu'elles s'engagent à ne pas revendre.

Lorsqu'un État ou une entreprise qui vend des armes a en mains le certificat de destinataire final, il devient difficile de déterminer clairement jusqu'où va s'étendre sa responsabilité en ce qui concerne la vérification de la destination effective des armes et la conformité de leur usage aux buts spécifiés. Le fait de vérifier que le certificat n'est pas un faux et que seules les armes commandées sont embarquées à bord de l'avion chargé de les livrer, suffit à fournir une couverture légale au vendeur. Certains États ou entreprises font monter un contrôleur à bord pour s'assurer que les armes arrivent effectivement au bon aéroport, et qu'elles sont déchargées par les responsables autorisés. Mais ces précautions relèvent de l'exception. Des pays comme l'Ukraine, la Moldavie, et le Kirghizistan, tous mentionnés par le Panel des Experts des Nations Unies pour avoir vendu des armes qui ont servi au Libéria et en Sierra Leone,<sup>80</sup> se sont plutôt contentés de faire le

minimum nécessaire en matière de vérifications. Le Panel des Experts onusien devrait surveiller étroitement la Guinée du fait du rôle historique qu'elle a joué dans l'approvisionnement en armes des rébellions opérant dans les pays voisins.

La Slovaquie a arrêté un homme dénommé Peter Jusko en 2001. Il dirigeait plusieurs compagnies slovaques spécialisées dans le commerce illicite d'armes, dont l'entreprise appelée "Joy Slovakia".<sup>81</sup> Il était impliqué dans la vente d'armes destinées non seulement au Libéria mais aussi à l'Angola.<sup>82</sup> Tous ces certificats de destinataire final provenaient de Guinée et avaient été délivrés par une société dénommée Pecos Company dirigée par Mohamed Yansané, un ingénieur agricole guinéen, qui avait rencontré Jusko alors qu'il était étudiant en Europe de l'Est, pendant la période de socialisme État en Guinée. Les deux s'étaient liés d'amitié avant de devenir des associés en affaires des années plus tard. Yansané aurait également été un partenaire de Alexander Islamov, lui aussi accusé par la Slovaquie pour son rôle dans le commerce illégal des armes, et de Viktor Bout, le plus célèbre des trafiquants et convoyeur d'armes illicites en Afrique.

Yansané et Jusko ont trouvé les moyens de faciliter l'expédition d'armes susceptible de rapporter gros dans un pays sous embargo comme le Libéria. Dans un cas, ils ont exploité une faille dans les lois en vigueur en Slovaquie réglementant la réparation des avions de combat qui n'exigeaient pas une licence pour effectuer la réparation, et n'imposaient pas à la société slovaque de renvoyer l'avion (dans ce cas un hélicoptère) dans son pays d'origine. Le Panel des Experts des Nations Unies a présumé que, quelques semaines plus tard, l'hélicoptère avait été livré quelque part en Afrique grâce aux documents fournis par Pecos et à des autorités promptes à s'abstenir de poser trop de questions.<sup>83</sup>

Le rapport du Panel des Experts des Nations Unies d'avril 2002 note qu'"une enquête en Guinée, consécutive à la publication du rapport du Panel, a conduit au retrait officiel, le 30 novembre 2001, de la société Pecos du registre des sociétés". Pour autant, il ne semble pas que le commerce illégal des armes soit interrompu en Guinée avec la disparition de Pecos.

<sup>78</sup> "Déclaration d'un moratoire sur l'importation, l'exportation et la fabrication des armes légères en Afrique de l'Ouest", CEDEAO, 21<sup>ème</sup> session ordinaire de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement, Abuja, 30-31 Octobre 1998.

<sup>79</sup> Interview réalisée par Crisis Group avec un expert sur le trafic illicite d'armes en Afrique de l'Ouest, Stuttgart, 26 février 2004.

<sup>80</sup> Voir "Report of the Panel of Experts Appointed Pursuant to Security Council Resolution 1395 (2002)", S/2002/470, 19 April 2002, "Report of the Panel of Experts Appointed Pursuant to Paragraph 4 of Security Council Resolution 1458 (2003)", S/2003/498, 24 April 2003, and "Report of the Panel

of Experts Appointed Pursuant to Paragraph 25 of Security Council Resolution 1478 (2003)", 2 October 2003.

<sup>81</sup> *No Questions Asked: The Eastern Europe Arms Pipeline to Liberia*, Human Rights Watch Briefing Paper, 15 November 2001, et "Report of the Panel of Experts Appointed Pursuant to Security Council Resolution 1395 (2002)", S/2002/470, 19 April 2002.

<sup>82</sup> Ibid.

<sup>83</sup> Voir *No Questions Asked*, op. cit.



Les enquêtes du Panel des Experts et de Human Rights Watch sur l'assaut final du LURD sur Monrovia en juillet 2003 ont reconstitué avec précision les sources d'approvisionnement en obus de mortiers qui ont tué des dizaines de personnes et en ont blessé des centaines d'autres. Ces obus, dont la majeure partie provenait d'Iran, avaient été fournis par une entreprise appelée KATEX Mines, et convoyés à Conakry par un avion ukrainien.<sup>84</sup> Le Panel des Experts a obtenu des documents attestant de sept vols entre l'Iran et Conakry, dont trois au mois de mars, un en juin et un en août. Les factures d'avion mentionnaient le chargement comme comprenant surtout des "détergents" et des "équipements techniques", ce dernier terme étant un euphémisme courant pour désigner des livraisons d'armes illicites ou illégales.<sup>85</sup> Human Rights Watch a interviewé des témoins directs des débarquements de juin et d'août qui ont confirmé que le chargement était composé de munitions de 7,62 mm et d'obus de mortier de 60 mm, et que celui du mois de juin au moins avait été prestement livré par l'armée guinéenne au LURD dans le nord du Libéria.<sup>86</sup>

Malgré la fin de la guerre au Libéria en 2003 et, par conséquent, la fin de la fourniture d'armes au LURD, il n'est pas certain que les liens aient été rompus entre la Guinée et l'entreprise KATEX Mines. Un document portant l'en-tête de KATEX Mines, faisant référence aux bureaux à Conakry, Kiev et Téhéran, obtenu par Crisis

Group, daté et signé du 29 mars 2004, réclame le paiement d'une dette de plus de 19 millions de dollars au Ministère de la Défense pour des "Munition et Poudrière" déjà livrées, ainsi qu'un autre paiement de 21,5 millions de dollars pour des munitions prévues à la livraison en septembre 2004. La lettre se fait menaçante: "Nous connaissons actuellement de sérieux problèmes avec nos fournisseurs et, comme vous le savez, dans le cadre de contrats comme celui-ci, nous ne pouvons nous permettre de tels retards, faute de quoi nous nous retrouverons devant les tribunaux européens et ces contrats discrets pourraient être révélés aux Nations Unies".

Plus récemment, un des hélicoptères détruits à Yamoussoukro (Côte d'Ivoire), le 6 novembre 2004, était guinéen,<sup>87</sup> ce qui donne une idée des liens qui existent entre les gouvernements de Conté et de Laurent Gbagbo. Des sources multiples indiquent que le gouvernement guinéen acheminait des armes destinées au pouvoir de Gbagbo au moins jusqu'à l'imposition de l'embargo sur les armes en Côte d'Ivoire par la résolution 1572 du Conseil de Sécurité des Nations Unies datée du 15 novembre 2004.<sup>88</sup> Depuis cette date, Crisis Group n'a pas de preuve que la Guinée ait violé l'embargo. Toutefois, des hélicoptères d'attaque d'origine ukrainienne qui ont été livrés à Conakry en mars 2005 étaient, selon de nombreuses sources, simplement en transit en Guinée<sup>89</sup> avant de rejoindre la Côte d'Ivoire, supposée être leur propriétaire réel. Ces hélicoptères ont été livrés par KATEX Mines, ostensiblement pour être réparés à Conakry. Un expert consulté par Crisis Group a douté de l'existence de compétences pour une telle opération dans le pays. On rappelle que des rapports antérieurs indiquent que la ruse de la réparation a été utilisée ailleurs pour livrer des hélicoptères.

La fin des guerres en Sierra Leone et au Libéria a réduit la demande d'armes, et si la Guinée respecte l'embargo sur les armes à destination de la Côte d'Ivoire, ses interventions pourraient prendre fin. Mais dans le même temps, tout embargo sur les armes recèle la promesse de profits potentiels très élevés. Le gouvernement guinéen, avec l'assistance de la communauté internationale, y compris celle du Panel des Experts des Nations Unies, devrait mettre un terme à toute implication de citoyens guinéens dans le commerce illégal et illicite d'armes en Afrique.

---

<sup>84</sup> Voir "Report of the Panel of Experts Appointed Pursuant to Paragraph 25 of Security Council Resolution 1478 (2003)", présenté le 2 octobre 2003, et Human Rights Watch, "Weapons Sanctions, Military Supplies, and Human Suffering: Illegal Arms Flows to Liberia and the June-July 2003 Shelling of Monrovia", 3 November 2003. Voir aussi "Report of the Panel of Experts Appointed Pursuant to Paragraph 4 of Security Council Resolution 1458 (2003)", S/2003/498, 24 April 2003. Pour aller plus loin, voir "Report of the Panel of Experts Appointed Pursuant to Security Council Resolution 1408 (2002)", S/2002/1115, 25 October 2002, qui détaille les livraisons antérieures d'obus de mortiers au Ministère de la Défense guinéen par les Émirats Arabes Unis (EAU) (documentées et authentifiées par les autorités des EAU). Certains de ces obus ont ensuite été récupérés par les forces gouvernementales libériennes sur des combattants du LURD dans le comté de Lofa, au Libéria.

<sup>85</sup> Voir "Report of the Panel of Experts", 2 October 2003, op. cit., et Human Rights Watch, "Weapons Sanctions, Military Supplies, and Human Suffering", op. cit.

<sup>86</sup> "Weapons Sanctions, Military Supplies, and Human Suffering", op. cit. L'armée guinéenne et le LURD ont organisé des livraisons antérieures de munitions en utilisant des civils libériens cherchant asile en Guinée comme travailleurs forcés pour transporter ces munitions de la frontière guinéenne aux camps du LURD dans le comté de Lofa. Interviews de Crisis Group, août 2002. Voir également Human Rights Watch, "Liberian Refugees in Guinea: Refoulement, Militarisation of Camps, and Other Protection Concerns", 25 November 2002.

---

<sup>87</sup> Interview réalisée par Crisis Group, Conakry, 15 janvier 2005. Ce jour-là, l'armée française a détruit l'essentiel de la petite force aérienne de la Côte d'Ivoire après que des avions Sukhoi ivoiriens pilotés par des mercenaires eurent bombardé une base française à Bouaké, tuant 9 soldats français et un civil américain.

<sup>88</sup> Interviews réalisées par Crisis Group, Conakry, Abidjan, N'Zérékoré, janvier -- avril 2005.

<sup>89</sup> Interview réalisée par Crisis Group, Conakry, 15 avril 2005. Une autre source informée a vu les hélicoptères mais a estimé qu'ils appartenaient à l'armée guinéenne.

## C. LA SIERRA LEONE ET LES PRESSIONS DES SOLDATS SUR L'ÉTAT

La Guinée était étroitement impliquée dans la guerre en Sierra Leone, à la fois pour avoir fourni des armes et pour avoir envoyé des soldats dans le cadre de l'opération de maintien de la paix de l'ECOMOG. De plus, la Guinée a utilisé des Kamajors<sup>90</sup> sierra léonais et recruté des combattants dans les camps de réfugiés sierra léonais sur son territoire pour repousser les incursions des rebelles pro-Taylor et du RUF en 2000-2001.<sup>91</sup> Pour finir, l'armée guinéenne a joué un rôle actif dans les dernières phases de la guerre en Sierra Leone, pénétrant dans le territoire contrôlé par le RUF avec à la fois des troupes terrestres et des hélicoptères d'attaque en 2001.

Malgré l'aide apportée par la Guinée pour vaincre le RUF et l'accueil de quelque 300.000 Sierra Léonais pendant une grande partie des années 1990, l'armée guinéenne semble justifier d'une attitude méprisante à l'égard des Sierra Léonais. Le harcèlement et le racket sont devenus pratique courante tout au long de la frontière. A titre d'illustration, des officiers de la marine guinéenne ont arrêté quatre bateaux de pêche dans les eaux sierra léonaises et les ont ramenés à Conakry.<sup>92</sup>

Dans un autre cas, des soldats guinéens ont arrêté un groupe de casques bleus opérant en Sierra Leone. Le 26 mars 2005, les membres d'une mission de reconnaissance de la mission de maintien de la paix ONU a été détenue pendant environ six heures dans le village disputé de Yenga, situé près de Kailahun. Lorsque les soldats des Nations Unies ont pris quelques photographies pour mettre à jour les données onusiennes, les soldats guinéens ont décidé de confisquer les appareils photo. La situation empira quand les soldats guinéens retinrent par la force un civil sierra léonais qui tentait de quitter les lieux et le frappèrent. Les casques bleus intervinrent pour arrêter l'agression et cherchèrent aussi, en vain, à partir. Finalement, le commandant guinéen, après avoir consulté

ses supérieurs de l'autre côté de la frontière, restitua les appareils photo, à l'exception de l'un d'entre eux qui avait disparu, et autorisa le groupe à partir.<sup>93</sup>

Cet incident est intervenu non pas en Guinée mais en Sierra Leone, dans une zone frontalière où l'armée guinéenne opère dans une impunité quasi-totale. L'on dit que le Président Kabbah de Sierra Leone demeure reconnaissant à la Guinée de l'aide apportée par celle-ci à son pays pour venir à bout du RUF. Bien que certaines organisations de défense des droits de l'homme aient accusé les militaires guinéens d'avoir pratiqué une politique de la terre brûlée<sup>94</sup> et de tuer de nombreux civils, Kabbah a gardé le silence et semblé heureux d'avoir à ses côtés un allié prêt à croiser le fer avec le RUF, ce que les casques bleus des Nations Unies ne faisaient pas alors.

Les Guinéens semblent considérer Yenga comme une juste rétribution pour leur contribution à la fin d'une guerre de dix ans en Sierra Leone.<sup>95</sup> Des soldats et des civils guinéens cultivent les terres du côté sierra léonais, et il y a eu des discussions à propos des droits de pêche dans le fleuve qui sépare les deux pays et de la présence de diamants alluvial. Dans cette zone éloignée des capitales de chacun des deux pays, même des intérêts économiques mineurs peuvent revêtir une importance significative, ce qui peut suffire à expliquer la réticence de l'armée guinéenne à évacuer la zone, malgré la reconnaissance publique par le Président Conté de l'appartenance de ce territoire à la Sierra Leone. Le gouvernement guinéen semble de toute façon satisfait d'apaiser ses soldats et ses sous-officiers avec ces petits profits.

La Guinée devrait se retirer de Yenga et de toutes les autres zones appartenant à la Sierra Leone afin de faciliter de bonnes relations avec ce voisin et d'éviter davantage de problèmes politiques au président Kabbah. Bien que les Sierra Léonais s'adonnent peu à la rhétorique nationaliste, le différend à propos de Yenga (auquel s'ajoute le comportement abusif envers les civils sierra léonais) a provoqué un ressentiment considérable à Freetown et pourrait finalement dégrader les relations entre les deux pays.

---

<sup>90</sup> Kamajor est le terme Mendé pour désigner un chasseur, appellation donnée aux membres des Civil Defence Forces (CDF) mobilisés pour combattre les rebelles du Revolutionary United Front (RUF) pendant la guerre civile sierra-léonaise. Certains Kamajors ont ensuite combattu en Guinée et au Libéria.

<sup>91</sup> Voir M. Mc Govern: "Conflit régional et rhétorique de la contre-insurgence: Guinéens et réfugiés en septembre 2000", *Politique Africaine*, n°88: 84-102, et J. Milner et A. Christofferson-Deb: "The militarisation and demilitarisation of refugee camps and settlements in Guinea: 1999 -- 2004", dans N. Florquin et E. Berman (eds.): *Armed and Aimless: Armed Groups, Guns, and Human Security in the ECOWAS Region* (Geneva, Small Arms Survey, 2005).

<sup>92</sup> Interview avec une source dans le domaine de la sécurité, Freetown, avril 2005.

---

<sup>93</sup> Interview de Crisis Group, Freetown, avril 2005.

<sup>94</sup> Voir Human Rights Watch: "Guinean Forces Kill, Wound Civilians in Sierra Leone", 28 February 2001.

<sup>95</sup> Yenga est le cas le plus connu mais il y a beaucoup d'autres exemples. On dit que les Guinéens -- généralement des soldats et de civils -- ont effectué des incursions de 50 à 500 mètres en territoire sierra-léonais en plus de 50 endroits différents le long de la frontière entre les deux pays. Interview réalisée par Crisis Group avec une source sécuritaire, Freetown, 16 février 2005.

## D. LA CÔTE D'IVOIRE EN GUERRE ET LE COMMERCE TRANSFRONTALIER

La Côte d'Ivoire est le conflit le plus actif de la région et le nouveau centre des activités illicites transfrontalières. Officiellement, la frontière est hermétique. En fait, aussi bien les personnes que les biens traversent la frontière, et le commerce se porte bien entre des éléments de la ex-rébellion ivoirienne (les Forces Nouvelles, FN) basés autour de Danané et de Man et les douaniers et les militaires guinéens qui contrôlent l'autre côté de la frontière.<sup>96</sup> Le prix du riz en Guinée Forestière est en fait poussé à la hausse par la rareté, elle-même due à ce commerce.<sup>97</sup> Une grande partie du café et du cacao récoltée dans le territoire tenu par les FN passe la frontière pour être exportée depuis Conakry.<sup>98</sup> Quelques attaques anodines par des éléments incontrôlés des Forces Nouvelles, dont une contre le village de Kokota le 6 avril 2005, semblent avoir eu pour principal objectif de mettre la main sur des provisions alimentaires.

Comme pour les barrages et le commerce transfrontalier avec le RUF, de telles relations peuvent commencer par simple intérêt économique, et se transformer en de réels problèmes de sécurité pour l'État. Lors d'un incident récent, les forces de sécurité guinéennes ont arrêté 14 combattants des FN qui prétendaient être des fidèles de Ibrahim "IB" Coulibaly, le dirigeant de l'une des factions des FN. Ces combattants seraient entrés dans la Préfecture de Mandiana en Guinée, à partir du Mali,<sup>99</sup>

---

<sup>96</sup> Interview réalisée par Crisis Group avec des sources humanitaires et gouvernementales, N'Zérékoré et Conakry, juin-avril 2005.

<sup>97</sup> Interview réalisée par Crisis Group avec des commerçants, N'Zérékoré, 18 janvier 2005.

<sup>98</sup> Interview réalisée par Crisis Group avec un expert du cacao, Abidjan, juin 2004.

<sup>99</sup> L'armée guinéenne a fait preuve de nervosité en ce qui concerne la frontière avec le Mali depuis début 2004. Selon une source, "les saisies les plus significatives d'armes de petit calibre en 2004 ont eu lieu sur la frontière avec le Mali. De février à septembre 2004, de petites livraisons d'armes de petit calibre -- typiquement six à douze AK 47 -- ont été saisies en route vers Bamako". Entre février et avril 2004, le gouvernement guinéen a refusé le passage à un groupe de quelques 350 réfugiés libériens qui étaient arrivés à la frontière entre la Guinée et le Mali pendant leur trajet du Ghana vers le Libéria. Sur les 338 personnes, circulant à bord de 22 bus, il n'y avait pas seulement des Libériens, mais aussi des Togolais, des Burkinabés et des Ghanéens. Dix d'entre eux ont été par la suite arrêtés par les autorités maliennes pour avoir transporté des armes et les autres ont été ensuite transportés par avion au Libéria par la mission des Nations Unies dans ce pays. Voir J. Milner et A. Christofferson-Deb: "The Militarisation and Demilitarisation of refugee camps and settlements in Guinea: 1999 -- 2004", op. cit., "Returning Liberian Refugees Stranded at Guinea-

puis seraient descendus vers le sud avant de se faire finalement arrêter à Sinko, un grand marché qui alimente la Guinée, la Côte d'Ivoire et même le Mali et le Libéria. D'importantes caches d'armes se trouveraient à Sinko, tout comme dans la ville voisine de Beyla, la plupart provenant d'anciens combattants de LURD.<sup>100</sup> Parce que Sinko est à la fois une ville très difficile d'accès pour un véhicule à moteur et qu'elle accueille néanmoins tous les mercredis un marché prospère, elle constituerait un endroit parfait pour les rencontres entre les guerriers de la région. Les 14 combattants ont été arrêtés le 6 avril 2005, un jour de marché.<sup>101</sup>

La Guinée a pris au sérieux ces questions d'ordre transfrontalier, et commence clairement à reconnaître que les risques que des rebelles traversent la frontière pour la déstabiliser sont réels. Elle a positionné ses troupes d'élite, les Rangers entraînés par les Américains et les Chinois, tout au long de la frontière avec la Côte d'Ivoire et sur une partie de ses frontières avec le Libéria et le Mali -- de la Préfecture de Yomou à celle de Mandiana. De la même manière, les éléments des FN situés près de la frontière guinéenne arrêtent des jeunes hommes passant en Côte d'Ivoire depuis la Guinée, les soupçonnant de préparer des attaques contre eux.<sup>102</sup>

## E. LE LIBÉRIA, LE LURD ET LA RÉGION FORESTIÈRE DE GUINÉE

Pendant un temps, les Guinéens, tout comme les observateurs, se sont inquiétés du risque d'une conflagration dans la Région Forestière qui se propagerait dans le reste du pays. C'est ce qui a failli se produire fin 2000 et début 2001 lors de l'opération "Laspan" du RUF sponsorisée par Charles Taylor.<sup>103</sup> La région regorge d'armes, d'ex-combattants impatients et de graves problèmes sociaux, y compris un taux de prévalence du sida estimé à deux ou trois fois la moyenne nationale.<sup>104</sup>

---

Mali Border", Agence France-Presse, 3 avril 2005, et UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Humanitarian Situation Report*, March-April 2004.

<sup>100</sup> Interviews réalisées par Crisis Group, Conakry, N'Zérékoré, Macenta, juillet 2004 et janvier 2005.

<sup>101</sup> Une source a indiqué qu'au moins une personne a pu avoir été tuée pendant cet incident. Interviews avec des sources sécuritaires, Dakar, 15 mai 2005.

<sup>102</sup> Interview de Crisis Group, Abidjan, juin 2004.

<sup>103</sup> Voir *Youth, Poverty and Blood*, Human Rights Watch, op. cit.

<sup>104</sup> "Les estimations du Ministère de la Santé sur la base d'enquêtes conduites en 2002 ont indiqué que 2.8 pour cent des 8.5 millions d'habitants du pays étaient séropositifs, et que le taux de prévalence pour les principales villes du sud-est de la Guinée dans la Région Forestière était de 7 pour cent", "Guinea: Little Action as Refugees Fuel AIDS", IRIN, 27 July 2004.

Actuellement, la région semble cependant relativement calme. Beaucoup de ces problèmes ont été soulevés dans des publications récentes de l'agence d'information onusienne IRIN et de Human Rights Watch.<sup>105</sup> Cette section ajoute de nouveaux éléments à ces analyses.

## 1. Réfugiés, ethnicité et rapatriement

Un facteur problématique des relations transfrontalières entre la Région Forestière de Guinée et le nord du Libéria réside dans la situation des réfugiés qui restent en Guinée. Selon les responsables du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR), environ 80 pour cent des Libériens qui se trouvaient toujours dans les camps au début de 2005 étaient d'ethnie mandingo.<sup>106</sup> Bien que le bureau du HCR au Libéria ait annoncé que certains des comtés les plus instables, tels que ceux de Nimba, Lofa et Grand Gedeh, étaient "prêts à recevoir des réfugiés", certains membres des organisations humanitaires travaillant avec les réfugiés ont relevé que cette expression n'avait aucune signification dans le cadre du mandat confié au HCR d'assurer la protection des réfugiés. Dans leur esprit, il s'agissait d'un moyen d'éviter la réalité à savoir que ces comtés ne pouvaient pas encore être considérés comme "sécurisés" pour permettre le retour des réfugiés.

De nombreux acteurs des milieux humanitaires et du système des Nations Unies ont exprimé des craintes à propos des pressions exercées depuis Genève pour rapatrier ces réfugiés. Beaucoup avaient le sentiment que les comtés d'origine de ces derniers n'étaient pas totalement sécurisés, que leur rapatriement était imposé dans des délais déraisonnablement courts pour des raisons politiques, et même que les employés de l'ONU faisaient dans certains cas des promesses irréalistes aux réfugiés pour les convaincre de rentrer au Libéria.<sup>107</sup> S'il est certain qu'il serait bon de faire rentrer au Libéria dans des conditions de sécurité acceptables, autant de réfugiés que possible, on ne saurait en aucun cas justifier ce qui s'apparenterait à une forme subtile de refoulement, c'est-à-dire précisément ce contre quoi le HCR a été créé pour lutter. Selon une personne travaillant avec les réfugiés: "l'ordre de commencer le rapatriement des réfugiés d'ici octobre est venu de Ruud Lubbers. Cela n'était simplement pas possible, donc il y a juste eu une sorte de convoi symbolique".<sup>108</sup>

Quelles qu'aient pu être les préoccupations des équipes humanitaires à l'égard de la politique du HCR, les réfugiés ne se font pas duper par des symboles et il est peu probable qu'ils adaptent leur calendrier à celui d'autrui. Les réfugiés ont envoyé des personnes en reconnaissance et lorsqu'ils décident que le moment est venu de s'en aller, la plupart retournent chez eux sans attendre qu'on assure leur transport. Pour des réfugiés qui tentent de refaire leur vie, ce qui est important, c'est de savoir s'ils seront en sécurité, s'ils seront rentrés dans leur village à temps pour semer des cultures en vue de l'année suivante et s'ils auront accès aux semences nécessaires.

C'est dans ce contexte que doit s'apprécier le fait que 80 pour cent des réfugiés demeurant en Guinée sont des Mandingos. Il semble que la plupart des autres groupes ethniques pensent que la situation est suffisamment sûre pour leur permettre de retourner chez eux. Mais le concept même de "chez soi" pose problème pour les Mandingos au Libéria. Ils ne sont majoritaires dans aucun des quinze comtés du pays et, dans certains d'entre eux, en particulier le comté de Nimba, beaucoup de non-Mandingos ont fait clairement savoir que les Mandingos n'étaient plus les bienvenus là où ils vivaient auparavant. Cette question est liée à d'autres plus larges, portant sur des questions de citoyenneté et d'appartenance, qui dépassent le cadre du présent rapport.<sup>109</sup> Toutefois, il convient de relever que le sort de la population Mando du Libéria -- entre 10 et 15 pour cent de la population -- est étroitement lié aux données politiques de la Région Forestière de Guinée.

Les termes de l'accord de paix global qui a mis en place le gouvernement de transition du Libéria ont attribué au LURD une part du gâteau politique. Cependant, nombre de Libériens considèrent que les Mandingos sont des étrangers qui peuvent venir au Libéria pour travailler mais qui ne doivent pas se mêler de la politique. Une dynamique semblable se manifeste en Guinée, notamment dans les préfectures de Macenta et de N'Zérékoré, où les tensions sont très fortes entre les peuples "Forestiers", qui se considèrent comme les occupants originels de la région, et les Mandingos, perçus comme des étrangers.

## 2. Le LURD et les vestiges de l'Empire Mande

La rébellion du LURD est née en Sierra Leone mais a toujours eu ses bases opérationnelles en Guinée. Ses effectifs provenaient en grande partie de l'ULIMO-K, dirigé par El Haji Kromah, qui a vécu quelques années à Conakry avant de s'installer aux États-Unis. La direction du LURD est restée entre les mains du couple désormais séparé Sékou Damateh Conneh et Aisha Keita Conneh,

<sup>105</sup> "Youth, Poverty and Blood", op. cit.; et "Guinea: Living on the Edge", IRIN Speciale Web 15 January 2005.

<sup>106</sup> Ces gens, appelés "Mandingo" au Libéria, et "Koniyanke" ou "Manya" en Guinée, parlent Maninkakan comme les Maninkas à travers l'est de la Guinée et jusqu'au Mali. En Guinée comme au Mali, les termes "Malinke" ou "Mandingue" couvrent tous ces gens.

<sup>107</sup> Interviews réalisées par Crisis Group avec des travailleurs humanitaires et des fonctionnaires des Nations Unies, N'Zérékoré, Macenta, Conakry, janvier-avril 2005.

<sup>108</sup> Interview réalisée par Crisis Group, Conakry, avril 2005.

<sup>109</sup> Pour plus de détails, voir la section "Interethnic tensions" dans le rapport de Crisis Group Afrique N°87: *Libéria and Sierra Leone: Rebuilding Failed States*, 8 December 2004.

qui ont tous deux longtemps résidé à Conakry, et sont aujourd'hui à la tête des deux branches de l'organisation. Aisha, qui est aussi clairvoyante, avait prédit la tentative de coup d'État de février 1996 contre Conté, ce qui la garantissait d'un grand prestige aux yeux de ce dernier. Elle vit maintenant dans le quartier Dixinn de Conakry, et a récemment effectué une visite à Monrovia. On ne l'a cependant pas beaucoup vue ni en Guinée ni au Libéria au cours des six derniers mois. Auparavant, (comme décrit dans la section suivante), elle luttait pour affirmer son autorité sur le LURD et s'employait à recruter des ex-combattants libériens pour défendre le gouvernement Conté.

Beaucoup d'ex-combattants du LURD refluent maintenant vers la Guinée. La Région Forestière, comme les régions voisines du Sierra Leone, du Libéria et de la Côte d'Ivoire, est soumise aux mouvements et aux caprices d'une génération de jeunes guerriers qui rappelle celle que la région a connue au tournant du siècle dernier. A cette époque, les guerriers appelés "sofa", qui avaient combattu pour le seigneur de guerre devenu empereur Samory Touré (beaucoup avaient d'abord été enlevés), écumèrent la région et perturbaient la vie des populations.<sup>110</sup> Samory fut capturé en 1898 et mourut en exil en 1899. Les Français, les Anglais et les Américano-Libériens, qui se ruèrent vers les régions qui allaient devenir Macenta et N'Zérékoré (en Guinée), l'Eastern District (en Sierra Leone) et les comtés de Lofa et de Nimba (au Libéria), n'ont même pas prétendu contrôler ces territoires avant la période entre 1905 et 1915. Au cours de la première décennie du siècle, ces guerriers errants ont donc menacé la même région que celle qui abrite actuellement les rebelles du LURD, des CDF et du RUF.

De tous ces jeunes gens, ce sont les ex-combattants de LURD (toujours connu sous le nom d'"ULIMO" en Guinée) qui possèdent la mémoire la plus exaltée de ce passé. Comme l'Empire de Samory, le LURD est apparu le long de la frontière écologique et politique entre savane et forêt dans les préfectures de Macenta et de Beyla en Guinée. L'un et l'autre étaient constitués avant tout de personnes originaires des franges sud du monde mandingue, qui s'étend jusqu'au Mali. Le groupe le plus large des Mandingues a une conscience très développée de son héritage historique centré sur la domination qu'ils ont exercée sur une large partie de l'Afrique de l'Ouest du 13<sup>ème</sup> au 15<sup>ème</sup> siècle. Les ex-combattants d'aujourd'hui parlent parfois de la restauration du glorieux empire mandingue comme étant leur mission à long terme. Ce fait représente l'envers de la situation des réfugiés

mandingos qui refusent de quitter leur camp de réfugiés en Guinée pour affronter un avenir incertain et des voisins potentiellement hostiles en cas de retour au Libéria.

Bien que la base de LURD se soit toujours trouvée en Guinée, le gouvernement guinéen continue de le nier. Les combattants du LURD ont été entraînés dans les bases militaires de Kankan et Macenta et armés par le gouvernement depuis 1999, voire 1998. Au début, ils ont mené des attaques de l'autre côté de la frontière, contre le comté de Lofa, depuis la préfecture de Macenta. Mais après les assauts organisés par Taylor et le RUF contre la Guinée à partir du Libéria et de la Sierra Leone en 2000-2001, le soutien de la Guinée au LURD est devenu plus actif, et a conduit à l'offensive de 2001-2003 sur Monrovia qui a finalement délogé Taylor.

### 3. Le recrutement des ex-combattants et la menace pour la Guinée

Au Libéria comme en Sierra Leone, la Guinée a soutenu le camp des vainqueurs. Toutefois, son implication dans le conflit libérien a été plus profonde et plus durable, ce qui a eu pour effet de faire de chacun des deux pays un allié des ennemis intérieurs de l'autre. Même si Charles Taylor, la cible principale de la Guinée et de ceux qui la soutenaient, s'en est allé, le Libéria continue d'abriter des individus et des groupes qui aimeraient voir tomber le gouvernement Conté. Parmi eux, on trouve aussi bien d'anciens associés de Taylor que des dissidents guinéens qui ont trouvé refuge dans des endroits comme Monrovia et Ouagadougou.

L'immixtion de la Guinée dans la violence régionale depuis fin 1989 a été éloquemment décrite dans un rapport récent de Human Rights Watch.<sup>111</sup> La Guinée, comme ses voisins, a été tout à la fois victime et responsable dans cette guerre nomade. Ayant soutenu à la fois l'ULIMO-K et le LURD dans les guerres libériennes de 1989-1997 et 1999-2003 respectivement, elle s'est à son tour faite attaquer depuis la Sierra Leone et le Libéria entre septembre 2000 et mars 2001.<sup>112</sup> Crisis Group confirme que, depuis juin 2004, il y a eu un recrutement actif à Monrovia et dans les comtés de Bong et de Nimba aussi bien pour le compte des forces hostiles au gouvernement guinéen que pour celles qui lui sont favorables.<sup>113</sup>

De l'avis général, c'étaient les commandants du GOL (Government of Libéria, ancien gouvernement Taylor) qui ont recruté des combattants pour attaquer la Guinée,

<sup>110</sup> Voir Y. Person, *Samori: une révolution dyula* (Dakar, IFAN, 1968) and S. Holsoe, "Slavery and economic response among the Vai (Liberia and Sierra Leone)", in *Slavery in Africa* (1977), pp. 287-303.

<sup>111</sup> Voir: *Youth, Poverty and Blood*, Human Rights Watch, op. cit.

<sup>112</sup> Voir M McGovern, op.cit, et *Guinée: incertitudes autour d'une fin de règne*, op. cit.

<sup>113</sup> Interviews réalisées par Crisis Group avec des ex combattants libériens, septembre 2004.

et Aisha Keita Conneh,<sup>114</sup> dirigeante de l'une des ailes du LURD, qui a recruté des combattants pour défendre la Guinée contre le premier groupe. Les deux parties recrutèrent largement dans les rangs des ex-combattants (MODEL, GOL, LURD), et les combattants passaient facilement d'un côté à l'autre. On dit également qu'Aisha, qui se présente comme la "mère de tous les ex-combattants", nourrissait, en septembre 2004, dans la cour de sa maison à Monrovia, toute une bande de jeunes hommes avec 100 sacs de 50kg de riz et 4 à 5 taureaux par semaine.

Bien que les recrutements et les infiltrations en Guinée Forestière à partir des comtés de Nimba et de Lofa<sup>115</sup> continuent à être évoqués, aucune attaque ne s'est jusque-là matérialisée, ce qui est difficile à expliquer. La vigilance des Guinéens dans cette région s'est encore renforcée, et une reprise des combats en Côte d'Ivoire a également attiré un bon nombre de combattants du côté de la frontière ivoirienne à partir d'octobre 2004.<sup>116</sup> Après les récents accords de Pretoria, qui laissent présager un nouveau round de désarmement dans la région, il est possible qu'un certain nombre de ces combattants guettent l'occasion d'encaisser la prime de 900 dollars généreusement versée par les Ivoiriens -- trois fois celle distribuée par le programme DDR au Libéria.

La meilleure façon de traiter ce problème serait de mettre en œuvre dans la Région Forestière de Guinée des programmes de réintégration de même type que ceux inclus dans les programmes DDR des autres pays en sortie de crise. De tels programmes sont déjà imaginés pour les "Jeunes Volontaires" de Guinée, les jeunes hommes qui se sont portés volontaires pour rejoindre les milices civiles au moment des attaques menées contre la Guinée en 2000-2001. Nombre d'entre eux ont ensuite versé dans la criminalité. Seule une minorité a rendu les armes à l'État, et ils sont largement perçus comme posant le même type de menace que les ex-combattants de la Sierra Leone et du Libéria.<sup>117</sup> Les programmes de réintégration en Guinée devraient admettre les participants sur la base de leur lieu de résidence et non de leur nationalité.

---

<sup>114</sup> Son époux désormais séparé, Sékou Dammateh Conneh, était le chef des rebelles du LURD et est maintenant candidat à l'élection présidentielle à Monrovia.

<sup>115</sup> Interviews réalisées par Crisis Group, Monrovia et Ganta, mai 2005.

<sup>116</sup> Voir: *Youth, Poverty and Blood*, Human Rights Watch, op. cit.

<sup>117</sup> De tels programmes sont déjà prévus et/ou mis en œuvre par le *Mano River Union Women's Peace Network* (le Réseau des Femmes de l'Union du Fleuve Mano pour la Paix) et le *American Refugee Committee* (Comité Américain pour les Réfugiés), mais ce travail nécessite d'être effectué à plus grande échelle avec davantage de moyens.

#### 4. L'attaque du 19 janvier 2005: la vengeance de Taylor?

Selon certains observateurs, l'animosité entre Conté et Taylor est si profonde que Taylor a monté une tentative manquée d'assassinat contre Conté il y a quelques mois. Le 19 janvier 2005, plusieurs hommes armés ont tiré sur le convoi du président Conté alors qu'il traversait les faubourgs de Conakry. Ils ont réussi à s'échapper après avoir blessé un garde du corps. Très rapidement, les forces de sécurité ont arrêté une centaine de personnes, pour la plupart des hommes présents dans les environs au moment des faits. Ils ont tous été relâchés ensuite, à l'exception de l'imam d'une mosquée de quartier, décédé d'une crise cardiaque pendant sa garde à vue.

Depuis lors, les thèses quant aux auteurs de l'attaque et à leurs intentions se sont multipliées. Le gouvernement a d'abord annoncé qu'un échange de coups de feu entre des gendarmes et un gang local avait éclaté précisément au moment où le président passait, mais il a ensuite évoqué la responsabilité de "ceux qui reçoivent des ordres de l'étranger". D'autres ont prétendu que les habitants du quartier avaient eu des gestes insultants ou avaient lancé des pierres sur le cortège présidentiel, que les gardes du corps avaient répondu par des tirs, et que des individus dans la foule (qui, de façon mystérieuse, étaient armés) avaient répliqué. Les deux thèses dominantes sont cependant, soit que certains proches du président ont voulu manifester leur mécontentement à propos de l'orientation impulsée par le premier ministre, soit que l'attaque a été conçue par Charles Taylor dans le cadre d'un plan pour déstabiliser la région. Il a été avancé que Taylor a planifié d'assassiner Conté à la fois pour se venger du rôle joué par ce dernier dans son départ en exil et pour utiliser la Guinée comme base arrière pour reconquérir le Libéria. Cette dernière hypothèse paraît improbable, Taylor ou un de ses pions ayant peu de chances d'être bienvenus en Guinée.

Certaines sources avancent des preuves indirectes mais solides de l'implication de Taylor à travers certains de ses hommes.<sup>118</sup> Parmi ceux-ci figurent plusieurs des principaux officiers impliqués dans la tentative de coup d'État des 2 et 3 février 1996 en Guinée, notamment le Colonel Gbago Zoumanigi et le Commandant Kader Doumbouya. On sait que Zoumanigi d'ethnie loma -- ethnie qui vit dans la zone frontalière de la Région Forestière de Guinée au Comté de Lofa au Libéria -- a fui au Libéria et cultivé des relations avec Taylor et le Président du Burkina Faso Blaise Compaoré. Beaucoup estiment qu'il a été mêlé aux attaques de 2000-2001 contre la Guinée. Doumbouya, qui était auparavant le chef du bataillon d'élite parachutiste BATA, a été

---

<sup>118</sup> Interviews réalisées par Crisis Group, avril--mai 2005.

emprisonné pour avoir participé à la tentative de coup d'État de 1996. Il fut ensuite amnistié trois ans plus tard. Suspecté de fomenter un coup d'État juste avant les élections de décembre 2003, il fut à nouveau arrêté alors qu'il montait à bord d'un avion à destination du Mali, avant d'être remis en liberté le 6 octobre 2004.

Le jeune frère de Doumbouya, Bangaly, aurait rencontré Taylor, Zoumanigi et Robert Bear, un ex-directeur adjoint des Services Spéciaux de Sécurité (SSS) de Taylor, précédemment dirigés par son exécutif des basses besognes, Benjamin Yeaten. Cette réunion se serait tenue le 3 janvier 2005 dans la résidence de Taylor à Calabar au Nigeria. Une telle rencontre ne prouve pas que l'attaque du 19 janvier a été montée par Taylor mais elle suggère qu'il en était au moins informé et n'a rien fait pour l'empêcher. Il a sans doute pu être impliqué dans la planification et/ou le financement de l'opération. Il convient néanmoins de se demander si cette tentative était avant tout une affaire guinéenne dans laquelle Taylor a joué le rôle de parrain ou une véritable initiative de Taylor. De toute façon, cette affaire témoigne de l'implication continue de Taylor dans la déstabilisation de la région. Il n'est pas le seul "problème libérien" que la Guinée doit gérer mais demeure l'un des plus importants.

L'immixtion de la Guinée dans les conflits de la région pourrait provoquer sa ruine, que l'on pense au retour des rebelles du LURD, recrutés et entraînés sur son sol, ou à l'implication supposée de Charles Taylor dans l'attaque contre le convoi du Président Conté. La plupart des activités de déstabilisation menées par la Guinée sont parties de la Région Forestière, et c'est là que le risque est le plus sérieux de les voir ressurgir à moyen terme, même si Conakry reste aujourd'hui l'endroit où la probabilité d'une implosion est la plus forte.

## VI. CONCLUSION

Deux processus sont à l'œuvre aujourd'hui en Guinée. D'un côté, les réformes proposées par le gouvernement et soutenues par la communauté internationale entraînent la Guinée vers une nouvelle ère d'ouverture. De l'autre, la mauvaise santé du président encourage certains à se livrer à un dernier round de pillage avant de perdre l'accès aux profits illégaux. Le pays fait donc à la fois un pas en avant et un en arrière. Ce qui est en jeu, c'est l'avenir de 8,5 millions de Guinéens qui doivent maintenant trouver les moyens de contraindre le gouvernement à faire ce qui est le mieux pour eux plutôt que pour lui-même.

La recommandation-clé de ce rapport consiste à dire que les acteurs politiques nationaux et la communauté internationale devraient combiner leurs forces pour promouvoir la mise en œuvre du programme de réformes convenu, sans tenir compte de l'état de santé du président ou de la question de sa succession. Ces changements sont indispensables et ils doivent intervenir maintenant. Le président et le premier ministre semblent les soutenir, mais ils font face à l'opposition farouche des profiteurs agglutinés autour de la présidence. Ces réformes -- en particulier la révision des listes électorales, la libéralisation des ondes, la liberté de mouvement et d'association pour les partis politiques de l'opposition et la création d'une commission électorale indépendante -- devraient être effectives avant la tenue des élections municipales, et avant celle des élections présidentielles anticipées en cas de vacance du pouvoir. C'est à l'aune de la réalisation de ces réformes de manière consensuelle que doit se décider tout éventuel scénario de succession.

Ce processus sera nécessairement douloureux, lent et imparfait. Il est peu probable qu'il aboutisse si les forces armées n'y trouvent pas leur intérêt. C'est pourquoi les questions de salaire et de progression de carrière doivent être traitées. Son succès nécessitera aussi un changement de comportement de la part de l'opposition qui devra faire un acte de foi et s'impliquer dans un contexte où les progrès ne se feront que par à-coups. L'action des forces de sécurité et des responsables gouvernementaux s'inscrira peut-être dans le cadre de nouvelles règles, mais leurs activités au quotidien resteront trop souvent dictées par les habitudes acquises pendant 47 années de régime autoritaire. Plutôt que de se retirer du jeu aux premiers signes de répression, les partis d'opposition doivent continuer à faire pression sur le gouvernement pour qu'il respecte ses promesses. Il est également de la responsabilité de la presse et de la société civile d'œuvrer dans le même sens.

La communauté internationale devrait aussi jouer un rôle-clé. La fierté du peuple guinéen exige des étrangers un

comportement fait de tact et de respect mais, trop souvent, cela s'est traduit par de la complaisance, voire de la collusion. Même si les Guinéens sont toujours très attachés à leur indépendance, l'époque où la souveraineté pouvait servir d'écran de fumée efficace pour légitimer les abus du gouvernement à l'égard de son propre peuple, est révolue. Les autorités continuent d'utiliser cette rhétorique, mais quiconque s'entretient avec les citoyens ordinaires sait que cette parade ne rencontre aucun écho.

Pendant trop longtemps, la posture anti-coloniale de la Guinée ainsi que l'accueil sur son territoire de centaines de milliers de réfugiés, ont constitué pour le gouvernement Conté un viatique dans ses relations avec les pays voisins, les bailleurs de fonds et les représentations diplomatiques. Le moment est venu d'appliquer à la Guinée les mêmes standards qu'à n'importe quel autre pays. La Guinée est riche mais ses citoyens sont pauvres. Si les réformes politiques et économiques réussissent, le pays pourrait prendre un tournant au cours des prochains douze à vingt-quatre mois. Dans le cas contraire, que la succession à la tête de l'État s'avère sanglante ou pas, la colossale gabegie des 21 dernières années a toutes les chances de se poursuivre.

**Dakar/Bruxelles, le 14 juin 2005**



## ANNEXE A

### CARTE DE LA GUINÉE



## ANNEXE B

### LISTE DES ACRONYMES

---

<b>AND</b>	Alliance Nationale pour le Développement, parti d'opposition dirigé par Antoine Soromou et allié au RPG.
<b>BATA</b>	Bataillon Autonome des Troupes Aéroportées.
<b>BCRG</b>	Banque Centrale de la République de Guinée.
<b>CBG</b>	Compagnie des Bauxites de Guinée, un consortium (Guinée, États-unis, Canada) qui est l'entreprise la plus importante du secteur de la bauxite.
<b>CEDEAO</b>	Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest.
<b>CMRN</b>	Comité Militaire pour le Redressement National, nom donné au groupe d'officiers, conduits par le Colonel Lansana Conté, qui a pris le pouvoir à l'occasion d'un coup d'état en avril 1984 après le décès de Sékou Touré.
<b>FMI</b>	Fonds Monétaire International.
<b>FN</b>	Forces Nouvelles, l'ex-rébellion qui contrôle le nord de la Côte d'Ivoire.
<b>FRAD</b>	Front Republicain pour l'Alternance Démocratique, l'alliance des principaux partis de l'opposition guinéenne.
<b>GOL</b>	Government of Libéria, désigne le gouvernement du Libéria sous Charles Taylor et plus généralement les responsables politiques et militaires fidèles à Taylor.
<b>HCR</b>	Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés.
<b>LURD</b>	Libériens Unis pour la Réconciliation et la Démocratie, une des deux principales groupes rebelles pendant la guerre de 1999-2003 (avec le MODEL), qui a bénéficié de bases arrière et du soutien de la Guinée.
<b>MODEL</b>	Mouvement pour la Démocratie au Libéria, une des deux principales groupes rebelles pendant la guerre de 1999-2003 (avec le LURD), disposant de base arrière et de l'appui de la Côte d'Ivoire.
<b>OCHA</b>	Office des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires.
<b>PDG</b>	Parti Démocratique de Guinée, l'ancien parti unique au pouvoir sous le régime du Président Sékou Touré.
<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le Développement.
<b>PPTE</b>	Pays Pauvres Très Endettés, nom donné à l'initiative du FMI pour alléger la dette de ces pays.
<b>PRP</b>	Parti pour le Renouveau et le Progrès, auparavant dirigé par feu Siradiou Diallo.
<b>PUP</b>	Parti de l'Unité et du Progrès, le parti du Président Conté, actuellement au pouvoir.
<b>RPG</b>	Rassemblement du Peuple de Guinée, parti d'opposition dirigé par Alpha Condé.
<b>RTG</b>	Radio Télévision Guinéenne.
<b>RUF</b>	Front Révolutionnaire Uni, le principal groupe rebelle durant la guerre civile en Sierra Leone (1991-2001).
<b>SOGEPAM</b>	Société Guinéenne d'Exportation des Produits Agricoles et Miniers, une entreprise qui avait le monopole des exportations de cacao et de café, appartenant à l'homme d'affaires Mamadou Sylla.
<b>SSS</b>	Services Spéciaux de Sécurité, l'une des milices de l'ancien Président libérien Charles Taylor.
<b>UA</b>	Union Africaine.
<b>UE</b>	Union Européenne.
<b>UFDG</b>	Union des Forces Démocratiques de Guinée, parti dirigé par Mamadou Bâ.
<b>UFR</b>	Union des Forces Républicaines, parti dirigé par Sidya Touré.

- ULIMO-K** Mouvement Uni de Libération pour la Démocratie au Libéria, une des principales rébellions pendant la guerre civile de 1989-1997, dirigée par El Haji Kromah. L'ULIMO-K a, dans une large mesure, constitué ensuite l'ossature du LURD.
- UNAMSIL** Mission des Nations Unies en Sierra Leone.
- UPG** Union pour le Progrès de la Guinée, parti d'opposition dirigé par Jean-Marie Doré.
- UPN** Union pour le Progrès National, parti satellite du PUP dirigé par Mamadou Bhoie Barry, le député peu connu qui s'est présenté contre Lansana Conté en 2003 pour donner une apparence démocratique à ce scrutin.
- UPR** Union pour le Progrès et le Renouveau, parti d'opposition qui fut dirigé par feu Siradiou Diallo.